

# LE BOLCHEVIK 4

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Trimestriel

N° 195 – Mars 2011

0,80 €

**La classe ouvrière doit prendre la tête des masses opprimées  
pour diriger une révolution socialiste**

**A bas la collaboration de classes avec les bourgeois « démocrates » !**

## La Tunisie et la révolution permanente

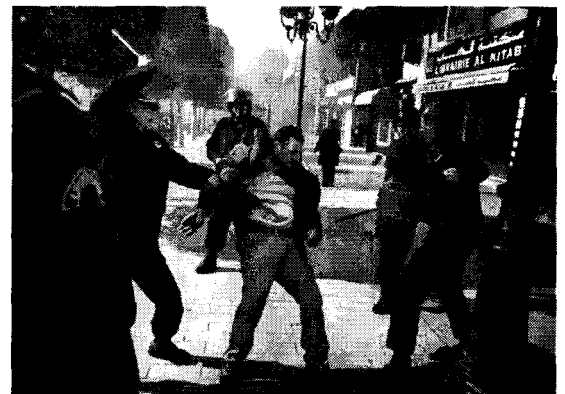


sans crédit

4 mars – Nous reproduisons ci-après la présentation de notre camarade Alexis Henri, abrégée et revue pour publication, lors du meeting de la LTF du 17 février à Paris. Le Premier ministre Mohammed Ghannouchi a démissionné le 27 février suite à trois jours de manifestations et de répression sanglante ayant fait au moins 5 morts et de nombreux blessés. La confédération syndicale tunisienne, l'UGTT, avait soutenu à bout de bras le régime pendant 6 semaines, entrant même brièvement dans le gouvernement capitaliste après la chute du président Ben Ali. Le 27 février elle publiait une déclaration appelant à la démission immédiate du gouvernement. Celui-ci tombait le même jour.

L'UGTT joue un rôle considérable depuis la révolte qui a conduit à la chute de Ben Ali. *Le Monde diplomatique* (mars) rapporte ainsi que « le gouvernement provisoire ne prend aucune décision sans la consulter ; même la

Manifestation monstre à Tunis le 25 février, sous le drapeau national tunisien, pour exiger la démission du gouvernement Ghannouchi. La police a procédé à une répression brutale pendant trois jours (ci-dessous), faisant cinq morts.



SIPA

*liste des nouveaux gouverneurs et ambassadeurs lui aurait été soumise. »*

De plus, l'UGTT, dont le secrétaire général, Abdesselem Jerad, a soutenu Ben Ali pendant près de dix ans, est membre du « Conseil national pour la sauvegarde de la révolution ». Il s'agit d'une instance nationaliste de collaboration de classes créée mi-février comprenant aussi non seulement le Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT, ex-stalinien) ainsi que la Ligue de la gauche ouvrière (ayant des liens avec le Nouveau parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot en France) mais aussi une douzaine de partis et organisations bourgeois, y compris les islamistes d'Ennahdha ! En enchaînant ainsi les travailleurs à leur ennemi de classe, les bureaucrates syndicaux et les réformistes pavent la voie à une défaite sanglante pour les travailleurs et les opprimés. Il faut rompre avec la collaboration de classes !

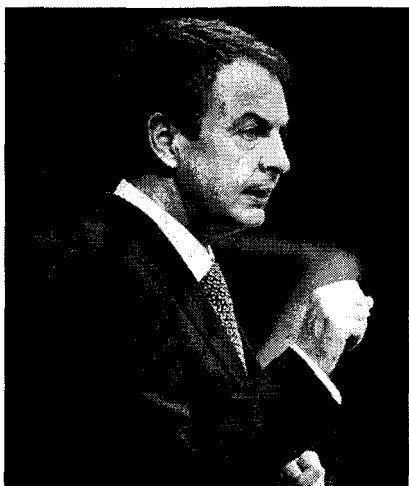
*Suite page 12*

**Egypte : L'armée prend le pouvoir pour préserver  
le régime capitaliste ..... page 5**



## Espagne : Le gouvernement « socialiste » décrète la loi martiale pour briser la grève

# Défense des aiguilleurs du ciel !



Photos AP

4 décembre : la police, mobilisée par le Premier ministre espagnol Zapatero (ci-dessus) pour écraser la grève des aiguilleurs du ciel, occupe le hall de l'aéroport de Barajas, à Madrid.



L'article ci-dessous a été traduit de Workers Vanguard n° 871 (7 janvier).

\* \* \*

Le 4 décembre dernier, le gouvernement du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), dirigé par Luis Rodríguez Zapatero, déclarait la guerre à la classe ouvrière espagnole en décrétant « l'état d'urgence » dans les aéroports en réponse à un arrêt de travail des aiguilleurs du ciel. En application de mesures de loi martiale qui n'avaient plus été utilisées depuis la fin de la dictature sanguinaire du général Francisco Franco dans les années 1970, des policiers en armes sont allés chercher des adhérents du syndicat USCA des aiguilleurs du ciel dans un hôtel de Madrid où ils tenaient réunion et les ont contraints à reprendre le service dans les tours de contrôle. Les aiguilleurs du ciel ont été contraints de reprendre le travail sous peine d'arrestation ; ceux qui avaient participé aux arrêts de travail risquent aujourd'hui jusqu'à huit ans de

prison pour actes séditeux. Afin d'éviter des grèves pendant les vacances de Noël, ces mesures d'urgence ont été prolongées jusqu'au 15 janvier.

Il y va de l'intérêt vital des travailleurs en Espagne, et dans toute l'Europe, de défendre les aiguilleurs du ciel. **Une attaque contre un est une attaque contre tous ! Levée des inculpations des aiguilleurs du ciel !**

Les aiguilleurs du ciel font remarquer que le gouvernement s'était livré à des provocations savamment calculées pour pousser à une épreuve de force et fournir un prétexte à la répression. Début 2010, il avait augmenté leur charge de travail annuelle, limité le paiement des heures supplémentaires et divisé les salaires par deux. L'année dernière, la plupart des aiguilleurs du ciel espagnols ont travaillé au-delà du maximum légal de 1 670 heures, et avec les nouvelles règles décrétées par le gouvernement, les arrêts maladie et les temps de récupération ne sont plus inclus dans le total annuel. En novembre dernier, ils s'étaient massivement mis en arrêt maladie immédiatement après l'annonce par le gouvernement de nouvelles attaques contre leurs conditions de travail, dans le cadre de la privatisation annoncée de 49 % d'Aena, la direction de l'aviation civile espagnole.

La campagne lancée par le gouvernement du PSOE contre les aiguilleurs du ciel s'inscrit dans le contexte de la crise financière capitaliste qui fait des ravages dans les pays de l'Union européenne (UE). Elle arrive peu après l'annonce par l'UE et le FMI d'un plan de renflouement des banques irlandaises de 85 milliards d'euros, et quelques mois après le plan de sauvetage de 110 milliards d'euros pour la Grèce, en contrepartie de la mise en place de mesures d'austérité drastiques. Le déficit budgétaire espagnol est le plus élevé de

### LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José  
 Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Xavier Brunoy  
 Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1 000 €. ISSN 0395-4269  
 Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0915 P 11506. Distribué par Presstalis.  
 Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Travail et des industries graphiques.

la zone euro après celui de la Grèce et de l'Irlande. D'après un article publié sur le site Web du *Financial Times* (15 décembre 2010), « *Les taux des marchés suggèrent qu'il y a une chance sur quatre que l'Espagne se retrouve en cessation de paiements au cours des cinq prochaines années.* » Le même article ajoute :

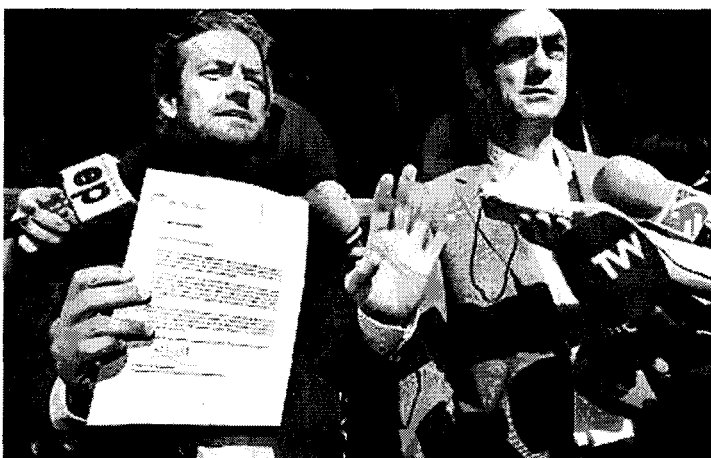
« Les analystes examinent par conséquent l'éventualité jusque-là impensable que l'Espagne ait besoin de solliciter un renflouement en puisant dans les 750 milliards d'euros disponibles auprès du fonds européen de stabilisation financière, du Fonds monétaire international et de l'Union européenne, ou même qu'elle négocie une cessation de paiements. L'une ou l'autre de ces options aurait de graves conséquences, étant donné que l'économie espagnole pèse plus que celles de la Grèce, du Portugal et de l'Irlande réunies. »

En décrétant des mesures militaires contre les aiguilleurs du ciel, le gouvernement envoie un message aux marchés financiers internationaux : il est prêt à utiliser la répression brute pour intimider les syndicats et les réduire à la soumission. Le *Wall Street Journal* (8 décembre) notait avec approbation que « *la réaction sévère du gouvernement a renforcé la position d'un Premier ministre en difficulté, et pourrait lui attirer davantage de soutiens pour faire passer des réformes.* ». Ce même article note que le coût des emprunts effectués par le gouvernement espagnol, qui avait augmenté en flèche pendant les semaines précédant la proclamation de l'état d'urgence, a commencé à diminuer immédiatement après. Parmi les projets de « réformes » du gouvernement figurent l'allongement de deux ans de l'âge de la retraite, qui passerait à 67 ans, et la suppression de l'allocation pourtant misérable de 426 € que reçoivent les chômeurs de longue durée. Ceci dans un pays avec un taux de chômage de 20 %, le plus élevé de la zone euro.

L'attaque contre les aiguilleurs du ciel constitue une menace mortelle pour le mouvement syndical. Du fait notamment de l'importance du secteur du tourisme en Espagne, les travailleurs de l'industrie des transports aériens occupent une position stratégique et ont une énorme puissance sociale. En même temps, les syndicats sont généralement divisés selon leur alignement sur différents partis politiques, ce qui affaiblit leur capacité de lutte. Ce qu'il faut, c'est unir tous les travailleurs dans des syndicats industriels, avec par exemple un syndicat unique qui réunirait les pilotes, les aiguilleurs du ciel, les mécaniciens, les bagagistes et les hôtesse et stewards.

En réaction à la proclamation de l'état d'urgence, il aurait fallu des actions de protestation de masse de la part des puissantes fédérations syndicales espagnoles – l'Union générale des travailleurs (UGT), alignée sur le PSOE, et les Commissions ouvrières (CC.OO.) liées à la coalition de la Gauche unie (Izquierda Unida, IU), au sein de laquelle le Parti communiste espagnol (PCE) est la force dominante. Au lieu de cela, les bureaucrates syndicaux de ces deux fédérations, qui soutiennent le gouvernement du PSOE, ont scandalement repris à leur compte les attaques de Zapatero contre les grévistes. Cándido Méndez, le secrétaire général de l'UGT, a dénoncé la mobilisation des aiguilleurs du ciel comme « *aucunement justifiée* », tandis qu'une déclaration publiée le 6 décembre dernier sur le site Web des CC.OO. la déclarait « *intolérable* » et la traitait d'« *acte d'une grave irresponsabilité, qui mérite de notre part "le rejet le plus ferme et le plus total"* ».

Confrontés aux attaques les plus féroces depuis des dizaines d'années contre leur emploi et leur niveau de vie, les travailleurs, dans toute l'Europe – et notamment en Grèce et



EFE

Madrid : Camilo Cela (à droite) et César Cabo (à gauche), président et délégué à la communication du syndicat des aiguilleurs du ciel, donnent une conférence de presse pendant les négociations d'août 2010. Les grévistes risquent jusqu'à huit ans de prison.

en France – ont mené d'importantes batailles de classe. Mais ces luttes des travailleurs ont été sapées par la banqueroute politique de leurs directions réformistes traîtres, qui acquiescent à l'austérité capitaliste et cherchent simplement à faire passer la pilule en en atténuant un peu les effets. Ceci souligne la nécessité de forger une direction révolutionnaire de la classe ouvrière. Une telle direction, se basant sur la ferme conviction que les intérêts des travailleurs et ceux des patrons sont inconciliables, lutterait pour ce dont les travailleurs ont besoin, et non pas pour ce que les patrons disent qu'ils peuvent se permettre d'accorder. Ceci doit faire partie intégrante de la lutte pour forger un parti ouvrier révolutionnaire basé sur la conception marxiste que le système capitaliste doit être renversé par une révolution socialiste.

En Espagne, les dirigeants de l'UGT et des CC.OO. s'appliquent à défendre les intérêts de « leur » classe dirigeante capitaliste. Méndez, le secrétaire général de l'UGT, a déclaré carrément que : « *La paix sociale est le droit inaliénable et la responsabilité de tous. Ce n'est pas nous qui rompons la paix sociale, et nous ne voulons pas le faire dans l'avenir* » (abc.es, 23 février 2010). En juin 2010, après l'annonce par Zapatero d'une nouvelle loi attaquant les droits des travailleurs, les dirigeants de l'UGT et des CC.OO. avaient appelé à une grève générale d'une journée... trois mois après, ce qui revenait à demander au gouvernement la permission de faire grève. La grève générale du 29 septembre a été menée avec comme mot d'ordre « *Pas comme ça* », et comme revendication une « *sortie de crise juste et équilibrée* ».

## Il faut forger un parti trotskyste en Espagne !

Pour justifier leur refus de défendre les aiguilleurs du ciel – une trahison de classe – les dirigeants traîtres de l'UGT et des CC.OO. expliquaient que l'USCA n'est pas un syndicat, et que les aiguilleurs du ciel sont des privilégiés très bien payés. Plusieurs groupes de gauche réformistes, qui ont l'habitude de se tourner vers le PSOE pour défendre la « démocratie » et empêcher la droite bourgeoise de retourner au pouvoir ont eux aussi joint leur voix aux dénonciations des aiguilleurs du ciel. La Gauche unie se lamente beaucoup de la proclamation de l'état d'urgence, mais cela n'a pas empêché Gaspar Llamazares, son représentant au parlement, de dénoncer la mobilisation des aiguilleurs du ciel, la qualifiant d'« *abus de pouvoir contre les*

# Levée des poursuites contre Aurore Martin ! A bas le mandat d'arrêt européen !



Manifestation de 2 000 personnes le 4 décembre 2010 à Bayonne contre la menace d'extradition visant Aurore Martin

La justice capitaliste française a décidé le 23 novembre l'extradition vers l'Espagne d'Aurore Martin, une militante de l'organisation nationaliste basque Batasuna. Aurore Martin a des papiers français et Batasuna est une organisation légale en France, mais pas en Espagne, qui menace Martin de douze ans d'emprisonnement pour des actes et des écrits qui sont légaux en France. Elle a dû passer dans la clandestinité pour échapper à l'extradition. Nous dénonçons la collaboration policière entre la France et l'Espagne, qui depuis les terroristes d'Etat des GAL sous Mitterrand et le gouvernement PSOE de Felipe González dans les années 1980 jusqu'à aujourd'hui a coûté la vie à des dizaines de personnes et conduit à l'arrestation et l'emprisonnement de centaines de militants. Nous appelons le mouvement ouvrier à se mobiliser pour empêcher l'extradition d'Aurore Martin. **Pour le droit d'autodétermination du peuple basque, au sud et au nord des Pyrénées ! A bas le mandat d'arrêt européen ! A bas l'Union européenne capitaliste !**

travailleurs » qui laissera les syndicats « affaiblis pour défendre les droits syndicaux et sociaux ».

Au contraire, un communiqué de presse publié le 5 décembre dernier par le STAVLA, un syndicat des hôtesses et stewards, identifiait clairement les enjeux pour le mouvement syndical. Après avoir affirmé son soutien inconditionnel aux aiguilleurs du ciel, le STAVLA exprimait son espoir que :

« leur action HEROIQUE et leur courage auront pour effet de réveiller une société endormie, individualiste et déprimée, afin qu'elle lutte pour ses droits économiques et syndicaux dans le pays où le taux de chômage est le plus élevé d'Europe. Si nous nous laissons abuser par les manipulations perverses du gouvernement et si nous applaudissons à son action, nous aurons permis à cette attaque contre les droits fondamentaux de tous les travailleurs espagnols de réussir et de se perpétuer. »

Les aiguilleurs du ciel espagnols sont un groupe de cols blancs bien payés, à la marge du mouvement syndical. Mais

si Zapatero arrive à faire passer cette attaque scandaleuse contre l'USCA, son gouvernement aura obtenu un feu vert pour mener d'autres attaques contre la classe ouvrière tout entière. De fait, à l'été 2010, le conseil régional de Madrid, dirigé par la droite, a menacé de recourir à l'armée pour briser une grève du métro.

L'attaque de Zapatero contre les aiguilleurs du ciel et la réaction des bureaucrates syndicaux et des réformistes rappellent celle menée en 1981 par le président américain Ronald Reagan contre PATCO, le syndicat américain des aiguilleurs du ciel. Il avait réagi à la grève de PATCO en faisant mettre à pied 12 000 de ses adhérents, tandis que les dirigeants du syndicat étaient conduits en prison menottés. Comme aujourd'hui en Espagne, les syndicats avaient la puissance sociale nécessaire pour bloquer les aéroports et mettre en échec cette attaque. Mais les dirigeants traîtres des syndicats américains ont refusé de mobiliser cette puissance sociale, ce qui a encouragé la bourgeoisie à lancer des attaques massives contre le mouvement syndical dans son ensemble.

Le gouvernement espagnol et Aena ont imposé des conditions de travail épouvantables aux aiguilleurs du ciel, qui sont bien entendu obligés de faire des heures supplémentaires parce que les patrons d'Aena refusent d'embaucher suffisamment. Ces conditions de travail sont une menace directe pour la sécurité des vols, une situation considérablement aggravée par l'état d'urgence. La Fédération internationale des aiguilleurs du ciel (IFATCA) a sorti un communiqué déclarant : « Etant donné la contrainte sous laquelle nos collègues espagnols sont obligés de travailler, l'IFATCA déclare que la sécurité de l'espace aérien et des aéroports espagnols restera gravement menacée tant que le contrôle de l'armée restera en vigueur. »

Alors même que la loi martiale décrétée par Zapatero constitue une remise en cause des droits démocratiques, la réaction des réformistes a été de colporter des illusions dans

Suite page 20

## ABONNEZ-VOUS !

# LE BOLCHEVIK

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*  
Europe : 4,50 €    Hors Europe : 6 €  
Canada : 5 \$Cdn

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ CP \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

Chèques à l'ordre de la Société d'édition 3L  
LB, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10  
Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,  
Ontario M5W 1X6, Canada

**Le dictateur détesté Moubarak renversé par un soulèvement de masse**

# Egypte : L'armée prend le pouvoir pour préserver le régime capitaliste



Photos AP

A gauche : sur la place Tahrir du Caire, les manifestants en liesse à l'annonce de la démission de Moubarak, le 11 février. A droite : des soldats montent la garde sur la place Tahrir, le 12 février, après la prise du pouvoir par l'armée pour défendre « l'ordre » capitaliste.

14 février – Il a dirigé l'Egypte d'une main de fer pendant près de 30 ans. Mais le 11 février, après 18 jours d'un soulèvement sans précédent couronné par une vague de grèves, le président Hosni Moubarak a finalement été contraint de démissionner et de céder le pouvoir au « Conseil suprême des forces armées ». Plusieurs millions de personnes, de toutes conditions, ont manifesté leur joie sur la place Tahrir (place de la libération) du Caire et dans d'autres villes du pays, célébrant la fin apparente d'une dictature vénale et corrompue qui avait instauré l'état d'urgence, emprisonnait ses opposants ou les faisait disparaître dans ses salles de torture.

Sous l'impact du soulèvement en Tunisie, où les manifestants avaient bravé une répression féroce et renversé la dictature de Zine al-Abidine Ben Ali, l'Egypte a explosé à partir du 25 janvier. Les manifestants ont courageusement résisté à des attaques massives des Forces de sécurité centrales, détestées de tous, qui ont fait au moins 300 morts. Dans tout le pays – depuis la capitale et Alexandrie au nord jusqu'à Assouan au sud, depuis les centres industriels comme Mahalla al-Kobra, Suez et Port Saïd jusqu'aux villes du désert comme Kharga dans le Sahara et al-Arish dans le Sinaï –, les manifestants ont donné libre cours à leur colère contre le régime, prenant pour cible les bâtiments de la police et des forces de sécurité ou ceux appartenant au Parti national démocratique au pouvoir.

Moubarak a été renversé. Mais le pilier central de l'appareil d'Etat capitaliste bonapartiste en Egypte, l'armée, est désormais directement au pouvoir. L'armée a annoncé la dissolution du simulacre de parlement de Moubarak, ainsi que la

## **Pour un parti ouvrier révolutionnaire ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan !**

était écrite. Comme nous l'expliquions dans notre dernier supplément sur les manifestations en Egypte : « *Mais il ne faut pas s'y tromper. Quoi qu'il arrive à Moubarak, une sinistre menace demeure : que la bourgeoisie au pouvoir en Egypte exige une répression militaire brutale pour restaurer et préserver l'"ordre" capitaliste* » (supplément au *Bolchévik* n° 194, février). Des échauffourées ont éclaté entre les manifestants de la place Tahrir et des soldats qui essayaient de les en déloger. Tandis que circule la rumeur que le régime va interdire les grèves, le communiqué n° 5 de l'armée, publié le 14 février, dénonçait les grèves, disant qu'elles conduisaient à des « *résultats négatifs* », et ordonnait aux travailleurs de reprendre le travail.

Les opposants bourgeois – qu'il s'agisse de démocrates libéraux comme Mohamed ElBaradei et son Association nationale pour le changement, George Ishak et son mouvement Kefaya, Ayman Nour du parti Ghad ou les Frères musulmans réactionnaires – ont tous soutenu l'armée au nom du rétablissement de la stabilité. Les drapeaux égyptiens omniprésents dans les manifestations, qui ont rassemblé pratiquement toutes les couches de la société à part les strates supérieures de la bourgeoisie, reflètent une conscience nationaliste profondément enracinée. Produit d'une histoire d'assujettissement à l'impérialisme, le nationalisme est depuis longtemps utilisé par la bourgeoisie égyptienne pour dissimuler les *divisions de classe* entre la mince couche de gens d'une richesse obscène qui est en haut de l'échelle

sociale et une classe ouvrière pauvre et brutalement exploitée.

Aujourd'hui, l'expression la plus claire de ce nationalisme est la croyance que l'armée est l'« amie du peuple ». Depuis l'époque du coup d'Etat des « officiers libres » de Gamal Abdel Nasser qui, en 1952, avaient renversé la monarchie et mis fin à l'occupation britannique, l'armée est considérée comme la garante de la souveraineté nationale égyptienne. Dans les faits, l'armée a été la colonne vertébrale des dictatures qui se sont succédé depuis 1952. Cette année-là, elle avait été mobilisée par Nasser pour tirer sur des ouvriers du textile en grève à Kafr Al-Dawwar, près d'Alexandrie. En 1977, elle a été mobilisée par Anouar El-Sadate pour « rétablir l'ordre » après deux jours de soulèvements provoqués par la hausse du prix du pain dans tout le pays. Pas plus tard que la semaine dernière, l'armée a facilité les attaques meurtrières de flics en civil et de mercenaires du régime contre les manifestants qui occupaient la place Tahrir. Bien que prétendant ne pas être opposée aux manifestants anti-Moubarak, l'armée en a arrêté plusieurs centaines, dont beaucoup ont été torturés. A bas l'état d'urgence ! Libération de toutes les victimes de la répression de l'Etat bonapartiste !

Avec la police, les tribunaux et les prisons, l'armée constitue le cœur de l'Etat capitaliste, un appareil destiné à réprimer par la violence la classe ouvrière et les opprimés. La campagne pour « restaurer la stabilité » vise avant tout la classe ouvrière. Pendant les manifestations anti-Moubarak, des dizaines de milliers de travailleurs ont déclenché des grèves, qui ne sont toujours pas terminées aujourd'hui. Parmi ceux-ci figurent environ 6 000 travailleurs employés sur le canal de Suez, par lequel transite 8 % du commerce mondial. Cependant, les pilotes du canal ont continué à travailler, permettant le transit des navires. Des milliers d'ouvriers du textile et de sidérurgistes de la ville industrielle de Suez, où ont eu lieu certaines des manifestations les plus combatives, se sont mis en grève. D'après le *Guardian* de Londres (28 janvier), les manifestants se sont « emparés des armes entreposées dans



12 février : un officier tente de calmer la foule sur la place Tahrir, le lendemain de la démission de Moubarak.

un commissariat de police et ont demandé aux policiers qui étaient à l'intérieur de quitter le bâtiment avant de l'incendier ». Les employés des transports publics du Caire sont toujours en grève et, après la chute de Moubarak, les grèves se sont étendues aux sidérurgistes des environs de la capitale, aux postiers, aux ouvriers du textile à Mansoura et ailleurs, ainsi qu'à des milliers d'ouvriers du pétrole et du gaz.

En luttant pour ses revendications économiques – contre les salaires de misère, le travail précaire et les humiliations continuelles de la part des patrons –, la classe ouvrière démontre qu'elle occupe une position toute particulière du fait que c'est elle qui fait tourner l'économie capitaliste. Cette puissance sociale donne à la classe ouvrière la capacité potentielle de prendre la direction de toutes les masses opprimées en lutte contre leur condition misérable. Dans un pays où près de la moitié de la population vit avec moins de deux euros par jour, et où c'est par la répression d'un Etat policier que cette misère est imposée, les aspirations démocratiques sont inextricablement liées avec les luttes des masses contre les conditions économiques qu'elles subissent.

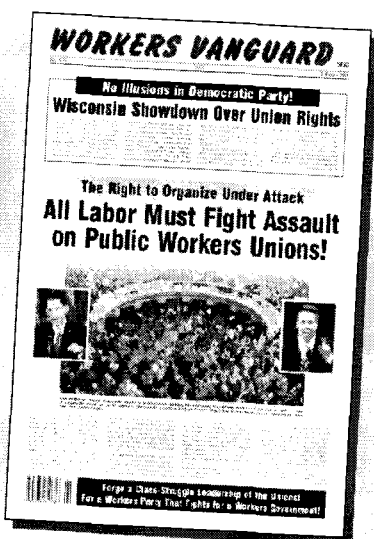
Les droits démocratiques élémentaires, comme l'égalité juridique pour les femmes et la séparation complète de la religion et de l'Etat, la révolution agraire pour donner la terre aux paysans, la fin du chômage et de la misère, toutes ces aspirations élémentaires des masses ne peuvent pas être satisfaites sans le renversement de l'ordre capitaliste bonapartiste. L'instrument indispensable qui permettra à la classe ouvrière de jouer son rôle dirigeant, c'est un parti révolutionnaire prolétarien, parti qui ne peut être construit que dans une lutte implacable contre toutes les forces bourgeoises, que ce soit l'armée, les Frères musulmans ou les libéraux qui prétendent mensongèrement soutenir les luttes des masses. Ce parti devra se faire le « *tribun du peuple* », selon la formule du dirigeant bolchévique Lénine, en luttant contre l'oppression des femmes, des paysans, des chrétiens coptes, des homosexuels et des minorités ethniques.

La libération des forces productives des chaînes de l'impérialisme et de ses agents économiques et politiques dans la bourgeoisie égyptienne nécessite la conquête du pouvoir par le prolétariat à la tête de tous les opprimés. C'est ce qui avait été accompli pour la première et unique fois en 1917 avec la victoire de la révolution d'Octobre en Russie. Sous la direc-

Abonnez-vous à  
**Workers  
Vanguard**

bimensuel de la  
Spartacist  
League/U.S.

Un an : 15 €  
pour 22 numéros  
plus *Spartacist* et  
*Black History and  
the Class Struggle*



Commande par courrier et chèque à l'ordre de :  
Société d'édition 3L, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

tion du Parti bolchévique, la classe ouvrière avait renversé le pouvoir de la bourgeoisie, et du même coup libéré le pays du joug impérialiste, aboli la propriété privée de la terre et libéré les nations et peuples sans nombre opprimés par l'ancien empire tsariste. La réalisation de ces tâches démocratiques s'était combinée avec l'expropriation des moyens de production par l'Etat ouvrier, ce qui avait jeté les bases du développement d'une économie collectivisée et planifiée.

## Pour la révolution permanente !

L'Egypte est un pays à développement inégal et combiné. A côté d'une industrie moderne coexiste une immense paysannerie sans terre sous la férule de propriétaires fonciers brutaux. Le pays possède une mince couche de jeunes bien au fait des avancées technologiques et avec un haut niveau d'éducation, mais aussi un taux d'alphabétisation de seulement 71 % (59 % pour les femmes). Les minarets médiévaux et les bâtiments modernes se disputent le ciel du Caire, tandis que dans les rues de la capitale voitures modernes, troupeaux de chèvres et de moutons et charrettes tirées par des ânes se disputent l'espace urbain. Une pauvreté et une saleté inhumaines côtoient un étalage grotesque de richesses. Face à l'enclave de Zamalek et à son opulence obscène, de l'autre côté du Nil, il y a le bidonville d'Imbaba où les enfants boivent l'eau des égouts à ciel ouvert et se font parfois manger vivants par les chiens et les rats. La haine populaire contre Moubarak provenait dans une large mesure de l'immense fortune amassée par sa famille, qui pourrait atteindre les 70 milliards de dollars.

Même si elle est elle-même une puissance régionale, l'Egypte n'en reste pas moins une néo-colonie dont la bourgeoisie brutale et meurtrière est attachée – et il ne peut en être autrement – par mille liens à l'impérialisme mondial, qui profite de l'exploitation, de l'oppression et de l'humiliation de ses masses. Des décennies durant, le principal soutien du régime de Moubarak a été l'impérialisme US, pour qui l'Egypte est un pilier pour sa domination du Proche-Orient et de ses ressources pétrolières. L'Egypte est depuis l'époque de Sadate un allié stratégique de l'Etat sioniste d'Israël, et ces dernières années elle a contribué au blocus qui affame les Palestiniens de Gaza, notamment en fermant la frontière avec le Sinaï.

Pendant tout le soulèvement contre Moubarak, l'administration Obama a oscillé entre expressions de soutien à son régime – et en particulier aux « réformes » promises par son vice-président Omar Souleïmân, qui a longtemps joué un rôle clé dans le programme de transfert de prisonniers et de torture dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme » de Washington – et déclarations critiques de son gouvernement. Les Etats-Unis consacrent chaque année 1,3 milliard de dollars en fournitures militaires à l'armée égyptienne. Après la démission de Moubarak, Obama a déclaré que les Etats-Unis « sont prêts à fournir toute l'assistance nécessaire – et qui leur sera demandée – pour poursuivre une transition crédible vers une démocratie ».

Pour avoir une idée de ce que Washington entend par démocratie, il suffit de regarder, un peu plus à l'est, les cadavres de plus d'un million d'Irakiens qui sont morts suite à l'invasion et l'occupation de 2003, ainsi que la barbarie impérialiste infligée par les forces américaines et de l'OTAN aux peuples

d'Afghanistan. Il suffit de regarder les cheikhs, les despotes et les dictateurs qui pullulent au Proche-Orient et qui jouent le rôle d'agents de l'impérialisme US, aux côtés de l'Etat d'Israël. Quand Obama dit vouloir une « transition du pouvoir en bon ordre » en Egypte, il veut dire par là qu'il veut une Egypte « stable » où l'armée remplira son rôle dans la région pour le compte des Etats-Unis.

La libération nationale et sociale authentique nécessite de mobiliser le prolétariat dans une lutte révolutionnaire contre les impérialistes et la bourgeoisie domestique. Une révolution prolétarienne en Egypte aurait un effet électrisant sur les ouvriers et les opprimés d'Afrique du Nord, du Proche-Orient et au-delà. Plus du quart de tous les arabophones du monde vivent en Egypte, un pays de plus de 80 millions d'habitants, qui possède aussi le prolétariat le plus important de la région. Déjà, du Maroc à la Jordanie et au Yémen, tous des Etats clients des Etats-Unis, des manifestations ont éclaté en solidarité avec les masses égyptiennes et en opposition à leurs propres despotes. En Algérie, le 12 février, environ 35 000 flics ont été mobilisés contre une manifestation de 10 000 personnes qui exigeaient la démission d'Abdelaziz Bouteflika, et ils ont arrêté des centaines de personnes.

A Gaza, des milliers de manifestants sont descendus dans la rue après la démission de Moubarak, brandissant des drapeaux palestiniens et égyptiens dans l'espoir qu'un nouveau régime égyptien soulagerait la situation de famine qu'ils subissent. Avant le 11 février, tant le Hamas que l'Autorité palestinienne au pouvoir en Cisjordanie avaient essayé d'étouffer toute manifestation en solidarité avec le peuple égyptien. Une révolution socialiste en Egypte ouvrirait une perspective de libération nationale et sociale pour les masses palestiniennes opprimées ; et en tendant la main de la solidarité ouvrière au prolétariat de langue hébraïque d'Israël, elle jetterait les bases pour briser de l'intérieur l'Etat-garnison sioniste d'Israël par la révolution ouvrière arabe/hébraïque.

De façon cruciale, une révolution prolétarienne en Egypte se trouverait immédiatement dans l'obligation de s'étendre aux pays capitalistes avancés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, ce qui jetterait les bases pour éliminer la pénurie en instaurant une économie socialiste planifiée internationale. Comme l'expliquait dans *la Révolution permanente* (1930) Léon Trotsky, qui avait dirigé aux côtés de Lénine la Révolution russe :

« La conquête du pouvoir par le prolétariat ne met pas un terme à la révolution, elle ne fait que l'inaugurer. La construction



The National

La misère sordide à Imbaba, un des nombreux quartiers pauvres du Caire

socialiste n'est concevable que sur la base de la lutte de classe à l'échelle nationale et internationale. [...] « La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. Ainsi la révolution socialiste devient permanente au sens nouveau et le plus large du terme : elle ne s'achève que dans le triomphe définitif de la nouvelle société sur toute notre planète. »

## Rompez avec le nationalisme bourgeois !

La situation actuelle en Egypte offre aux marxistes une occasion extraordinaire pour avancer une série de revendications transitoires faisant le lien entre les luttes actuelles de la classe ouvrière et des opprimés et la conquête du pouvoir par le prolétariat. Pourtant, pratiquement toute la gauche internationale n'offre que des louanges vides de contenu de ce qu'ils appellent la « révolution égyptienne ». De façon typique à cet égard, le Workers World Party [WWP] américain, au moment où l'armée prenait le contrôle du pays le 11 février, titrait « *Le WWP se réjouit avec le peuple égyptien* ».

En Egypte, le groupe Revolutionary Socialists (RS), inspiré par le Socialist Workers Party britannique de feu Tony Cliff (dont les partisans en France se trouvent aujourd'hui dans le Nouveau parti anticapitaliste, où ils publient la revue *Que faire ?*), a publié le 1<sup>er</sup> février une déclaration appelant les ouvriers égyptiens à « *utiliser votre puissance et la victoire sera nôtre !* » Mais il ne s'agissait pas en l'occurrence d'appeler la classe ouvrière à combattre pour le pouvoir. Au contraire, RS dissout la puissance de la classe ouvrière dans une revendication dénuée de contenu de classe, « *tout le pouvoir au peuple* », et dans l'appel à une « *révolution populaire* ». RS proclame « *A bas le système !* », mais identifie ce système au régime de Moubarak et non à l'ordre capitaliste. Le mot « socialisme » ne figure même pas dans cette déclaration. Tout comme on n'y trouve pas le moindre indice de quelque opposition que ce soit aux démocrates bourgeois libéraux comme ElBaradei, aux Frères musulmans réactionnaires ou au nationalisme omniprésent qui sert à enchaîner les exploités et les opprimés à la bourgeoisie égyptienne. En fait, RS caresse dans le sens du poil le nationalisme égyptien le plus grossier quand il déclare que « *la révolution doit restau-*



9 février : alors que les luttes ouvrières se multiplient dans toute l'Egypte, les employés du canal de Suez à Ismaïlia se mettent en grève pour réclamer la démission de leur patron, une augmentation des salaires et l'égalité sociale.

*rer l'indépendance et la dignité de l'Egypte, ainsi que son leadership dans la région ».*

Devant l'omniprésence des illusions dans l'armée, RS déplore que « *cette armée n'est plus l'armée du peuple* ». L'armée des régimes **capitalistes** de Nasser, Sadate et Moubarak n'a **jamais** été « l'armée du peuple ». Aujourd'hui ces réformistes vont jusqu'à faire la promotion de la police haïe, en se réjouissant dans leur déclaration du 13 février que « *la vague de révolution sociale s'élargit chaque jour, avec de nouvelles catégories qui se joignent aux manifestations, comme les policiers, les moukhabarat [les membres de la police politique] et les agents de police* » ! Les illusions de RS dans la sollicitude de l'Etat capitaliste sont si profondes qu'ils ouvrent les bras aux tueurs, violeurs et tortionnaires du régime, les mêmes forces qui terrorisent la population depuis si longtemps, qui ont assassiné plus de 300 manifestants ces dernières semaines, et qui ont contribué à organiser l'attaque du 2 février contre la place Tahrir.

## La classe ouvrière doit diriger

Les jeunes Egyptiens qui ont déclenché la « révolution du 25 janvier » ont été salués par tout le monde, de l'opposition bourgeoise aux médias d'Etat qui jusqu'à la chute de Moubarak les avaient traités d'agents de l'étranger. Un bon nombre de ces jeunes, appartenant principalement à la petite bourgeoisie, étaient mus non seulement par leur propre mécontentement, mais aussi et surtout par l'agitation du prolétariat égyptien, qui depuis une dizaine d'années a engagé une vague de luttes impliquant plus de deux millions de travailleurs, qui ont participé dans plus de 3 000 grèves, sit-in et autres actions. Ces actions ont été menées contre la volonté de la direction corrompue de la Fédération générale des syndicats, créée par Nasser en 1957 comme un appendice de l'Etat.

Au fond, la petite bourgeoisie – une classe intermédiaire composée de multiples couches aux intérêts disparates – est incapable d'avancer une perspective indépendante cohérente, et elle finit toujours par tomber sous l'emprise de l'une des deux principales classes de la société capitaliste : la bourgeoisie ou le prolétariat. Parmi ces jeunes combattifs, qui ont fait preuve d'un courage incroyable en s'attaquant au régime de Moubarak, ceux qui sont déterminés à se battre pour la cause

## Pour contacter la Ligue trotskyste

### Paris

Le Bolchévick  
BP 135 -10  
75463 Paris Cedex 10  
Tél : 01 42 08 01 49

### Rouen

LTF, Centre 316,  
82 rue Jeanne D'Arc  
76003 Rouen  
Tél : 02 35 73 74 47

e-mail : [ltfparis@hotmail.fr](mailto:ltfparis@hotmail.fr)

## Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Box 7198, Station A  
Toronto ON M5W 1X8

tél. : (416) 593-4138 e-mail : [spartcan@on.aibn.com](mailto:spartcan@on.aibn.com)



des opprimés doivent être gagnés au programme internationaliste révolutionnaire du trotskysme. Des individus comme cela joueront un rôle crucial pour forger un parti révolutionnaire qui, tout comme le Parti bolchévique de Lénine, sera fondé en combinant ouvriers politiquement avancés et intellectuels déclassés.

Opposés à une perspective révolutionnaire prolétarienne, les réformistes du Secrétariat unifié (SU) présentent la démocratie bourgeoise comme le couronnement de la lutte. Dans un article publié sur Internet en janvier 2011 et intitulé « Tunisie, Egypte : les révolutions en marche », le SU revendique « l'ouverture d'un processus d'élections libres pour une Assemblée constituante », revendication qu'il présente comme faisant partie d'un « programme d'un gouvernement démocratique qui serait au service des travailleurs et de la population ».

Il n'y aura pas de gouvernement qui « serait au service des travailleurs et de la population » sans le renversement de la bourgeoisie. Comme Lénine l'écrivait en décembre 1917 dans ses « Thèses sur l'Assemblée constituante » : « Toute tentative, directe ou indirecte, de considérer l'Assemblée constituante d'un point de vue juridique, purement formel, dans le cadre de la démocratie bourgeoise habituelle, sans tenir compte de la lutte de classe et de la guerre civile, équivaut à trahir la cause du prolétariat et à se rallier au point de vue de la bourgeoisie. » Nous sommes pour que les ouvriers et les paysans chassent les gouvernements nommés par en haut. Nous exigeons la fin de l'interdiction des partis politiques, et nous appelons à une assemblée constituante révolutionnaire sur la base du suffrage universel. La réalisation de cette revendication requiert une insurrection populaire pour renverser le régime militaire. En même temps, les marxistes doivent lutter pour des organisations de masse de la classe ouvrière, organes embryonnaires du pouvoir d'Etat prolétarien.

Notre objectif est de rallier les opprimés et les déshérités au camp de la classe ouvrière, en opposant sa puissance sociale et son leadership à toutes les tendances de la bourgeoisie nationale égyptienne, et en luttant pour arracher les masses aux illusions dans la démocratie bourgeoise. Dans les grèves menées depuis une dizaine d'années et pendant le soulèvement actuel, les ouvriers ont formé des comités de grève et d'autres organes de coordination de leurs actions. Ces organes de lutte mettent directement au premier plan la nécessité de syndicats indépendants de l'Etat capitaliste et de toutes les forces bourgeoises. Il existe aujourd'hui une base palpable pour mettre en avant la perspective de construire des organisations larges de la classe ouvrière. Ceci inclut des comités de grève communs, rassemblant des travailleurs des différentes usines en grève ; des milices ouvrières de défense, organisées indépendamment de l'armée, pour se défendre contre les nervis et les briseurs de grève à la solde du régime ; des comités populaires basés sur la classe ouvrière pour prendre en charge la distribution de produits alimentaires et de première nécessité face aux pénuries et à la corruption du marché noir.

L'émergence d'organisations de ce type, avec comme point culminant des conseils ouvriers, posera la question de quelle classe dirige la société. Les conseils ouvriers serviront de pivot autour duquel des millions de travailleurs s'uniront dans leur lutte contre les exploités, et, comme les soviets qui se sont formés pendant la Révolution russe, seront des organes de

double pouvoir, en concurrence avec la bourgeoisie pour le pouvoir. C'est seulement quand la classe ouvrière s'affirme comme prétendant sérieux au pouvoir que la base de conscrits de l'armée, majoritairement issus de la classe ouvrière et de la paysannerie, peut être scissionnée du corps des officiers bourgeois et ralliée au camp du prolétariat.

## Pour la libération des femmes par la révolution socialiste !

Les revendications avancées dans les manifestations en Egypte avaient un caractère essentiellement laïque et démocratique, mais la télévision a montré à plusieurs reprises des séances de prière – non seulement musulmanes, mais aussi une séance de prière copte sur la place Tahrir le dimanche 6 février, pendant la « journée des martyrs ». La religion est omniprésente en Egypte et elle est promue par les islamistes, l'Eglise copte et le gouvernement, dont la politique peut se résumer ainsi : si le peuple n'a rien à manger, qu'il mange de la religion. Cette forte religiosité constitue un véritable boulet pour les femmes, dont la condition n'a fait qu'empirer depuis plusieurs décennies. Une organisation socialiste qui ne se batrait pas pour la libération des femmes en Egypte ne serait qu'une bande d'imposteurs et un obstacle à la libération du genre humain.

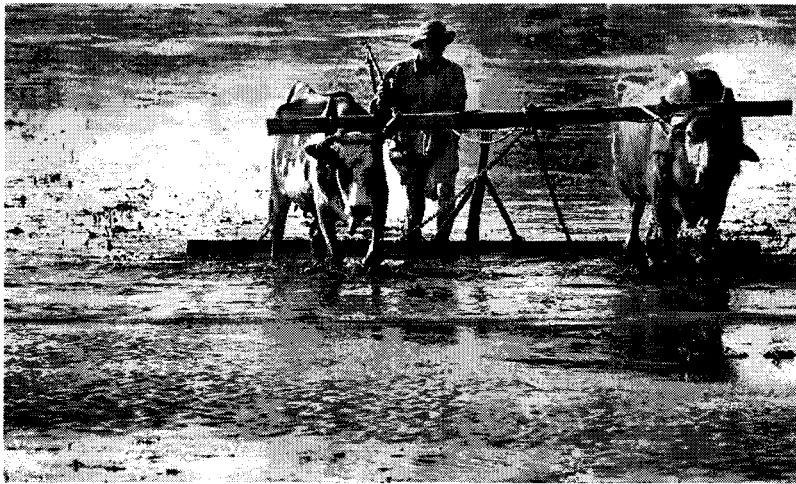
Parmi les femmes qui ont manifesté place Tahrir et ailleurs en Egypte, beaucoup portaient le voile. Plus de 80 % des Egyptiennes portent le voile – non parce que c'est la loi qui l'impose mais du fait du poids d'une norme sociale imposée par l'obscurantisme –, souvent à la consternation de leurs mères qui s'étaient battues des années plus tôt pour s'en débarrasser.

Ci-contre : une usine de téléviseurs nationalisée en 1963. Ci-dessous : des ouvrières et ouvriers du textile manifestent devant leur usine à Mahalla al-Kobra, en 2008. Depuis plusieurs décennies, la réaction religieuse provoque une aggravation de l'oppression des femmes ; en même temps, celles-ci jouent de plus en plus un rôle moteur dans les grèves.



Reuters





Reuters

### Un paysan dans le delta du Nil

L'oppression des femmes est au cœur de la société égyptienne. De même que l'omniprésence de la religion, elle s'enracine dans l'arriération du pays, qui est elle-même renforcée par le joug impérialiste. La loi égyptienne codifie cette oppression. La Constitution déclare que « *L'Etat garantit la coordination entre les devoirs de la femme envers sa famille et son travail dans la société* », et que « *la source principale de la législation est la jurisprudence islamique (charia)* ». La polygamie est légale ainsi que la répudiation (qui stipule qu'un homme peut divorcer d'avec son épouse en prononçant simplement la formule « *Je te répudie* »). L'avortement est illégal, à de très rares exceptions près, et de par la loi la femme est subordonnée à son père ou son mari. La loi égyptienne traite l'adultère d'un homme et d'une femme de façons totalement différentes, celui commis par la femme étant considéré comme beaucoup plus grave.

Bien qu'illégale, l'excision est très largement répandue, chez les musulmans comme chez les chrétiens. D'après les Nations Unies, 96 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi des mutilations sexuelles génitales. Les « meurtres d'honneur » sont aussi très courants chez les musulmans et les chrétiens, même s'il est impossible de trouver des statistiques à ce sujet, étant donné que ces meurtres soit ne sont pas déclarés, soit ils le sont comme des « suicides ». Un bref coup d'œil à la télévision et sur les films égyptiens montre que ce

genre de pratiques barbares sont considérées comme des traditions éminemment précieuses et respectables. La loi égyptienne prévoit, en cas de meurtre, des circonstances atténuantes qui autorisent les juges à prononcer des peines réduites pour les hommes qui tuent des femmes quand il s'agit de « crimes passionnels ».

Naoual el Saadaoui, une militante socialiste et féministe égyptienne courageuse, a écrit de nombreux ouvrages sur l'oppression des femmes au Proche-Orient. Dans *la Face cachée d'Eve*, qu'elle a écrit en 1980 et qui est devenu un classique, elle décrit l'obsession profondément enracinée de « l'honneur » :

« La société arabe considère encore que cette mince membrane qui protège l'ouverture des parties génitales externes est la partie la plus précieuse et la plus importante du corps d'une fille. Et elle possède plus de valeur qu'un de ses yeux ou un bras, ou un membre inférieur. Une famille arabe ne va pas porter autant le deuil pour la perte d'un œil chez une fille qu'elle ne le fera si elle perd sa virginité. En fait, si une fille perd sa vie, cela serait considéré moins une catastrophe que si elle perdait son hymen. »

En même temps, les femmes sont une composante déterminante de la classe ouvrière, au sein de laquelle elles ont joué le rôle de dirigeantes au cours des grèves de la dernière décennie, particulièrement dans l'industrie textile. Celle qui éclata en 2006 dans les filatures de Mahalla al-Kobra fut l'une des plus impressionnantes d'entre elles. Plus de 20 000 ouvrières et ouvriers y participèrent, et ce sont les femmes qui dirigèrent la grève en débrayant alors que les hommes continuaient à travailler. Se rassemblant aux portes de l'usine, elles commencèrent à scander « *Où sont les hommes ? Les femmes sont là !* » L'effet souhaité fut immédiat : les hommes débrayèrent à leur tour, déclenchant une des grèves les plus importantes que le pays ait connues depuis des années.

Les Égyptiennes sont peut-être les esclaves des esclaves, mais elles sont aussi une composante vitale de cette même classe qui jettera les bases matérielles pour leur émancipation en brisant les chaînes de l'arriération sociale et de l'obscurantisme religieux par la révolution socialiste. Comme le faisait remarquer Trotsky en 1924 dans son discours « *Le communisme et les femmes en Orient* » : « *Et il n'y aura pas de meilleur communiste en Orient, pas de meilleur combattant pour les idées de la révolution et pour les idées du communisme que l'ouvrière qui a été éveillée.* »

### La banqueroute du nationalisme égyptien

La bourgeoisie égyptienne joue depuis longtemps sur le fait que, contrairement au reste de l'Afrique du Nord et au Proche-Orient, les frontières actuelles du pays correspondent à celles de l'ancienne Égypte. Ceci est censé prouver que la nation égyptienne remonte à l'aube de la civilisation. En réalité, le nationalisme égyptien est le résultat de l'œuvre modernisatrice accomplie au début du XIX<sup>e</sup> siècle par le sultan ottoman d'origine albanaise Mehmet Ali, qui a fondé les premières écoles laïques, créé la première armée nationale et jeté les bases qui ont permis l'émergence d'une bourgeoisie autochtone. Cependant, l'Égypte est restée sous la coupe des puissances coloniales européennes.

On peut se faire une idée de l'emprise qu'exerce la mythologie du nationalisme égyptien quand on voit l'adulation dont fait l'objet le régime du nationaliste de gauche à poigne qu'était le colonel Nasser, y compris de la part de beaucoup

**Spartacist**  
édition française n° 35  
(printemps 2003)  
1,50 €  
(56 pages)  
Commande à l'adresse  
du journal

de militants de gauche. Cette foi populaire dans l'armée s'explique fondamentalement par le fait que le régime de Nasser représentait la première fois où les Egyptiens ont gouverné eux-mêmes l'Egypte depuis la conquête du pays par les Perses en 526 avant l'ère chrétienne. Depuis la conquête du pouvoir par Nasser en 1952, tous les dirigeants égyptiens sont issus de l'armée.

L'armée égyptienne est aussi la seule armée arabe qui ait mis une gifle à l'armée israélienne, pendant la guerre israélo-arabe de 1973 (après avoir subi une humiliante défaite en 1967). Sur le thème que l'armée n'est « *plus l'armée du peuple* », RS écrit dans sa déclaration du 1<sup>er</sup> février que « *cette armée n'est plus celle qui avait vaincu l'ennemi sioniste en octobre 1973* ». (La guerre s'est en fait terminée sans vainqueur ni vaincu.) En réalité, la guerre de 1973, comme celles de 1967 et 1948, n'était rien de plus qu'un conflit entre deux puissances régionales défendant leurs intérêts respectifs, et dans lequel le prolétariat n'avait aucun camp à défendre. Par contre, la classe ouvrière internationale avait le devoir de défendre militairement l'Egypte contre l'agression impérialiste pendant la guerre de 1956, déclenchée suite à la nationalisation du canal de Suez par Nasser.

En ce qui concerne Israël, il ne fait aucun doute que l'Etat sioniste est l'ennemi mortel des masses palestiniennes, et nous exigeons le retrait immédiat de tous les soldats et colons israéliens des territoires occupés. Mais les bourgeoisies arabes, qui ont sur les mains le sang de dizaines de milliers de Palestiniens, sont tout autant leurs ennemis. La libération sociale et nationale des Palestiniens nécessite non seulement de balayer l'Etat sioniste, mais aussi de renverser la bourgeoisie arabe au pouvoir en Jordanie, où les Palestiniens constituent la moitié de la population, et dans les autres pays de la région. Nous savons qu'il ne sera pas facile d'arracher le prolétariat de langue hébraïque à l'emprise du sionisme. Mais toute conception d'Israël qui rejette la perspective d'une révolution ouvrière arabo-hébraïque condamne les masses palestiniennes à l'oppression nationale.

Le soutien au nationalisme arabe a mené à des défaites sanglantes pour le mouvement ouvrier dans tout le Proche-Orient, surtout en Egypte où Nasser a pu compter sur le soutien des staliniens égyptiens pour arriver au pouvoir. Une fois qu'il y fut parvenu, Nasser se tourna vers les Etats-Unis, mais ses avances furent repoussées ; il alla ensuite chercher un soutien politique, militaire et financier du côté de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Dans le même temps, pour consolider son pouvoir, il réprimait les communistes, les jetait en prison, les torturait et les assassinait. Mais malgré cela, le Parti communiste continua à soutenir Nasser, et finit par se liquider dans son parti, l'Union socialiste arabe, en 1965.

Derrière cette misérable capitulation, il y avait le dogme de la « révolution par étapes », qui repousse la révolution socialiste aux calendes grecques, tandis que pendant la première « étape démocratique » le prolétariat doit se subordonner à une bourgeoisie soi-disant « anti-impérialiste ». L'histoire a montré que la « deuxième étape » consiste dans l'assassinat des communistes et le massacre des ouvriers. En Irak, en Iran et ailleurs, des millions d'ouvriers qui faisaient confiance aux partis communistes ont été trahis par leurs dirigeants traîtres staliniens. En Egypte, on a présenté cette trahison comme un



Reuters

Alger, 12 février : des manifestants lancent des slogans contre le gouvernement. Le régime a mobilisé des dizaines de milliers de flics qui ont repoussé les manifestants et arrêté des centaines de personnes.

soutien au « socialisme arabe » de Nasser.

En fait, le « socialisme arabe » était un mythe qui correspondait à du capitalisme agrémenté d'importants investissements d'Etat. Il était conçu pour réprimer le prolétariat qui avait mené d'importantes luttes après la Deuxième Guerre mondiale, y compris contre l'occupation britannique. Cette déclaration de Nasser résume parfaitement le rôle qu'il assignait au prolétariat : « *Les ouvriers ne revendiquent pas ; nous donnons.* » En échange de la passivité du prolétariat, Nasser a mis en place un certain nombre de réformes, augmenté les salaires et fait baisser le chômage. Mais, au bout du compte, les investissements d'Etat se sont taris, et il n'y a plus eu grand-chose à « donner ».

Après l'arrivée au pouvoir de Sadate en 1970, les communistes cherchèrent à se réorganiser. Sadate réagit en leur opposant les Frères musulmans, qui réussirent à les écraser. Il expulsa aussi les conseillers soviétiques (après avoir utilisé les armes soviétiques pour combattre Israël pendant la guerre de 1973), et instaura une politique de libéralisation économique dite de la « porte ouverte », avec réduction des subventions aux produits alimentaires et de première nécessité, comme réponse à la stagnation économique. Cette politique fut renforcée et systématisée par Moubarak, avec son programme néolibéral de privatisations massives. Contrairement aux illusions largement répandues, Moubarak ne représentait pas une rupture avec le nassérisme, mais au contraire sa continuation. Sous Nasser, Sadate et Moubarak, l'Egypte est restée soumise au marché mondial impérialiste et à ses diktats. La vraie différence entre Nasser et Moubarak tient au fait que, alors que le premier était un dirigeant bonapartiste authentiquement populaire, le dernier était largement méprisé.

Pour que le prolétariat puissant et combatif de l'Egypte se mette à la tête des opprimés et lutte pour son propre pouvoir, il doit être arraché à ses illusions nationalistes. Aujourd'hui, il est urgent de construire un parti ouvrier, section d'une Quatrième Internationale trotskyste reforgee, qui luttera pour une Egypte ouvrière, partie intégrante d'une fédération socialiste du Proche-Orient.

– Traduit de Workers Vanguard n° 974, 18 février

## Tunisie...

Suite de la page 1

Alors que le pouvoir reste toujours entre les mains de l'appareil d'Etat benaliste, il est plus que jamais nécessaire et urgent de lutter pour forger un parti ouvrier révolutionnaire qui affirme que, pour satisfaire les aspirations démocratiques des masses, la classe ouvrière doit prendre la direction de cette lutte et tracer la perspective du renversement révolutionnaire du système capitaliste.

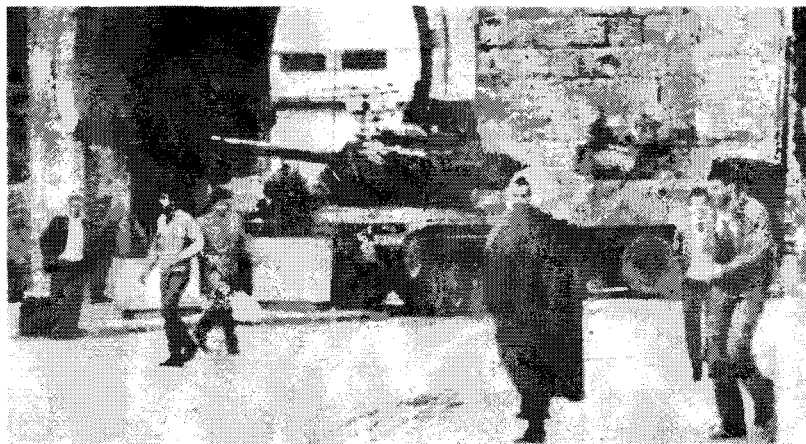
\* \* \*

En Tunisie, les grèves et les protestations se poursuivent, à la fois pour nettoyer les sphères supérieures de l'appareil d'Etat et des corps répressifs des sbires de Ben Ali les plus compromis, et aussi pour des revendications économiques urgentes. Il y a un mélange explosif de revendications démocratiques et de revendications sociales dans un pays écrasé depuis 25 ans par les mesures impérialistes d'« ajustement structurel » et de libéralisation de l'économie pour l'ouvrir complètement aux déprédations des impérialistes de l'Union européenne. Comme nous l'écrivons dans notre supplément sur la Tunisie :

« Aujourd'hui en Tunisie, un groupe de propagande marxiste même petit qui mettrait en avant une série de revendications transitoires faisant le lien entre les aspirations démocratiques des masses et la lutte pour le pouvoir prolétarien pourrait avoir un énorme impact sur la suite des événements. Cela jetterait les bases pour construire un parti révolutionnaire capable de prendre la direction du prolétariat dans la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan qui expropriera la bourgeoisie. Il faudra forger ce parti dans la lutte non seulement contre les copains de Ben Ali mais aussi contre les « réformateurs » bourgeois en tout genre ainsi que les intégristes islamiques réactionnaires.

« Une victoire prolétarienne en Tunisie aurait un impact galvanisant dans toute l'Afrique du Nord et dans tout le Proche-Orient, et elle serait un pont vers la révolution socialiste dans les pays capitalistes avancés, en particulier la France où résident environ 700 000 Tunisiens. »

Ce qui est frappant dans une situation aussi explosive, c'est l'indigence politique de la gauche réformatrice française face à ces événements. Concernant le PCF et le Parti de gauche (PG), nous avons montré dans notre supplément comment ils cherchaient fondamentalement à faire pression sur le gouvernement de Sarkozy/Alliot-Marie pour que celui-ci fasse plier Ben Ali. Et si ces sociaux-patriotes en voulaient à



AFP - Duclos

L'armée tunisienne avait maté dans le sang la révolte du pain en 1984, faisant des centaines de morts. La gauche tunisienne prêche aujourd'hui la confiance dans l'état-major.

Alliot-Marie, c'est parce que la stupidité et l'arrogance d'Alliot-Marie, avec ses vacances tunisiennes en pleine révolte et avec ses propositions d'envoyer la flicaille tricolore pour mater les opprimés, risquait d'affaiblir l'impérialisme français dans la Tunisie de l'après-Ben Ali et ailleurs. En réalité, Alliot-Marie ne faisait que refléter la décadence de l'impérialisme français, et la sénilité correspondante de son personnel politique. Les impérialistes français sont tellement impliqués dans le pillage du pays que cela devait inciter les Sarkozy ou Strauss-Kahn à penser que cela durerait toujours ainsi avec Ben Ali.

### Les fables du NPA sur la révolution arabe démocratique

A vrai dire, le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) de Besancenot ne s'est pas fondamentalement distingué du PC et du PG. D'ailleurs, ils ont tous signé avec leur grand frère du PS une déclaration commune, publiée juste avant la chute de Ben Ali, demandant à Sarkozy-Alliot-Marie et à l'Union européenne qu'ils « soutiennent une véritable transition démocratique ». La Ligue communiste révolutionnaire, dont faisait partie Besancenot avant sa dissolution dans le NPA, avait une organisation en Tunisie jusqu'au début des années 1990, détruite par la répression. Elle s'est reconstituée ces dernières semaines sous le nom de « Ligue de la gauche ouvrière », la LGO, et sa première action a été de se liquider dans le « Front du 14 janvier ». Le Front du 14 janvier est une alliance de collaboration de classes unissant le Parti communiste des ouvriers de Tunisie et les amis de Besancenot avec différents groupuscules bourgeois, comme les baassistes et les nassériens, autrement dit des gens qui se revendiquent du père spirituel de Moubarak. On peut faire mieux pour se prétendre démocrate.

Je reviendrai plus tard sur la question de la démocratie. En tout cas, la Ligue de la gauche ouvrière a commis une trahison de classe, tout comme le PCOT, en se joignant au Front du 14 janvier. En faisant alliance avec des partis bourgeois, même s'il s'agit de groupuscules peu représentatifs, l'« ombre de la bourgeoisie » comme appelait Trotsky les quelques bourgeois espagnols qui n'avaient pas pris le côté de Franco dans la guerre civile espagnole, le PCOT et la Ligue de la gauche

Supplément au  
**Bolchévik**

n° 194

Février 2011

0,50 €

(8 pages)

Commande :  
Le Bolchévik,  
BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10

**LE BOLCHEVIK** 4

Pour la révolution permanente du Maghreb à l'Égypte !

**Tunisie : Le dictateur s'enfuit,  
les protestations continuent**





**COMMUNIQUE UNITE DES PARTIS  
POLITIQUES DE GAUCHE ET ÉCOLOGISTE  
SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE TUNISIEN**

Le 14 février 2011  
Le 14 février 2011

Le 14 février 2011

Le 14 février 2011

Le 14 février 2011

Le 14 février 2011

Le 14 février 2011

Le 14 février 2011

Le 14 février 2011

**Le NPA social-démocrate signe avec ses grands frères du PS et du PCF une supplique à Sarkozy, Alliot-Marie et Barroso pour qu'ils soutiennent la démocratie en Tunisie.**

**Nous exigeons que le gouvernement français et l'Union européenne cessent leur soutien explicite ou implicite au régime tunisien et soutiennent une véritable transition démocratique**

**Europe Ecologie Les Verts, Fédération pour une alternative sociale et écologique, Gauche Unitaire, Nouveau Parti anticapitaliste, Parti communiste français, Parti de gauche, Parti radical de gauche, Parti socialiste.**

Russie en 1917 en entraînant derrière elle la paysannerie.

Tant que c'est la bourgeoisie tunisienne qui détient les moyens de production et que son Etat est en place pour réprimer les travailleurs, ceux-ci ne pourront arracher que des concessions éminemment limitées et réversibles. La Tunisie est un pays néocolonial opprimé par l'impérialisme, qui a intérêt à y maintenir l'arriération et l'oppression pour en extraire des surprofits. Comme nous l'expliquons dans notre supplément, il y a plus de mille entreprises françaises qui ont des investissements en Tunisie, où elles emploient directement plus de 100 000 personnes. Et par ailleurs il y a la domination indirecte à travers le contrôle direct et indirect du système financier, les plans d'ajustement structurel du FMI, etc.

La bourgeoisie tunisienne elle-même est complètement liée à ses maîtres impérialistes. Depuis deux mois un coin du voile se lève sur comment tout cela fonctionne. Vous avez par exemple la

société Star. C'est le premier groupe d'assurances tunisien ; quand il a été privatisé il y a quelques années c'est le français Groupama qui a mis la main sur plus du tiers du capital. Le reste est entre les mains de capitalistes tunisiens. Le président de la société était un sbire de Ben Ali. Les travailleurs se sont mobilisés pour mettre celui-ci à la porte au mois de janvier, mais c'est toujours Groupama qui a la main sur l'entreprise. La classe capitaliste tunisienne est tellement faible, coincée entre les impérialistes et la peur qu'elle a de sa propre classe ouvrière, qu'elle a depuis l'indépendance accepté un système de dictature personnelle, amplifié ces dernières années par l'extorsion d'une partie des profits par la famille Ben Ali-Trabelsi.

L'exemple du copain de Michèle Alliot-Marie est typique. Cet individu, Aziz Miled, est un capitaliste propriétaire d'une compagnie aérienne. Le livre de Nicolas Beau et Catherine Graciet, *la Régente de Carthage – Main basse sur la Tunisie*, donne le contexte de l'affaire, qui est le pillage de la compagnie nationale Tunisair. Aziz Miled est évidemment l'obligé de ses maîtres impérialistes et il leur prête son avion quand ils viennent en vacances. Et par ailleurs pendant des années il avait accepté qu'un membre de la famille Ben Ali

ouvrière contribuent à enchaîner la classe ouvrière à leur ennemi de classe bourgeois. L'alliance avec des partis capitalistes sert de garantie de ne pas sortir du cadre du capitalisme, et elle sert aussi à ces réformistes d'excuse vis-à-vis de leur base pour justifier le fait que ni le PCOT, ni la LGO ne vont remettre en cause les fondements de l'ordre capitaliste en Tunisie. En France, le NPA et ses prédécesseurs ont depuis des dizaines d'années la politique de soutenir des alliances de front populaire aux élections. Ils ont voté pour le candidat du front populaire au deuxième tour des présidentielles depuis 1974, sauf en 2002 où ils avaient voté pour Chirac, le candidat de la droite parlementaire.

Ceci dit, tant le PCOT que la LGO ont par eux-mêmes un programme explicitement limité au cadre du capitalisme. Nous en avons déjà parlé dans notre supplément concernant le PCOT et son programme purement démocratique, sans même le blabla d'autrefois qui promettait le socialisme dans un avenir indéfini. C'est aussi le cas concernant la LGO et l'organisation internationale de Besancenot, le Secrétariat unifié, ou SU. Le journal du NPA, *Tout est à nous* (3 février), a publié de larges extraits d'une déclaration programmatique du SU concernant la Tunisie et l'Égypte, où eux aussi se placent exclusivement dans une perspective restant dans le cadre du capitalisme. Parlant des « révolutions en Tunisie et en Égypte », ils écrivent :

« Elles créent les conditions pour l'ouverture de processus de révolutions démocratiques et sociales. [...] C'est une révolution démocratique radicale qui a des exigences sociales anticapitalistes. [...] il faut en finir avec une dictature et instaurer un processus démocratique avec tous les droits et libertés démocratiques fondamentaux. »

Cette déclaration du SU est à l'opposé du programme trotskyste de la révolution permanente. La lutte pour des droits démocratiques élémentaires doit être placée dans le seul cadre qui en permette la réalisation, c'est-à-dire une révolution socialiste. Mais le SU sème des illusions dans la possibilité d'un « processus démocratique » déconnecté de la lutte pour renverser le système capitaliste. Ce sont les ouvriers qui produisent la plus-value sur laquelle est basé le système capitaliste ; les capitalistes accumulent la plus-value, la dépensent en produits de luxe, la redistribuent en partie à la petite bourgeoisie pour assurer la paix sociale. Seule la classe ouvrière a un intérêt historique fondamental à renverser ce système et à collectiviser l'économie, comme elle l'a fait en



L'ex-président Ben Ali reçoit chaleureusement Bertrand Delanoë, cacique du PS français, en décembre 2001.

lui extorque 20 % du capital de l'entreprise. Cela fait partie des faux frais que la bourgeoisie tunisienne était prête à payer pour profiter de l'ordre policier qui lui assurait un taux d'exploitation élevé d'une main-d'œuvre relativement qualifiée. Maintenant Miled se présente sans rire comme une victime du système, et la diplomatie française fait campagne pour répandre ce genre de fable.

Tout cela a un côté anecdotique mais cela montre comment fonctionnent les relations entre capitalistes tunisiens et impérialistes. Les liens sont inextricables. La lutte pour une authentique libération nationale de la Tunisie doit être menée par la classe ouvrière elle-même, contre l'impérialisme *et* la bourgeoisie nationale.

### L'oppression des femmes et la lutte pour la révolution socialiste

Le livre de Beau et Graciet relate les petits scandales sur le fric que les capitalistes tunisiens se piquent entre eux ou sur le yacht qu'un membre de l'ex-famille régnante tunisienne avait volé à un banquier de Chirac et proche de Sarkozy. Evidemment on ne peut pas attendre de ces journalistes bourgeois qu'ils expliquent que ce fric a pour commencer été extrait par l'un ou l'autre de ces capitalistes de la sueur et du sang des travailleurs. Mais ce livre est aussi très révélateur de l'oppression des femmes, y compris dans la bourgeoisie tunisienne. La « régente de Carthage », c'est Leïla Trabelsi, la femme de Ben Ali. C'est une ancienne coiffeuse d'origine modeste. D'ailleurs Ben Ali lui-même ne venait pas d'une des anciennes familles dirigeantes sous le beylicat d'avant l'indépendance. La bourgeoisie tunisienne a en partie vu Ben Ali et surtout la famille Trabelsi comme des intrus, des parvenus qui leur volaient ce qui leur revenait à eux. Tant que les flics de Ben Ali maintenaient les travailleurs tunisiens la tête baissée, la bourgeoisie tunisienne s'en accommodait.

De plus, Leïla Trabelsi avait arrangé un certain nombre de mariages pour créer des liens familiaux avec les grandes familles de la bourgeoisie tunisienne. Il y aurait même une histoire où elle aurait essayé de mettre sa fille dans le lit de l'émir de Dubaï. Quand on pense que la Tunisie est présentée comme un exemple unique dans le monde arabe où la position sociale des femmes est particulièrement avancée, cela fait froid dans le dos.

Ce genre d'histoires en dit long sur l'oppression des femmes dans ce pays. Cela montre à quoi sert la famille bourgeoise, à savoir transmettre la propriété capitaliste ; pour qu'on puisse être certain de la paternité, cela exige d'assurer la monogamie des femmes (pas nécessairement celle des hommes), et donc leur oppression. D'après Ibtissem Ben Dridi (*le Tasfih en Tunisie*), qui a fait des recherches dans la région de Gafsa mais aussi à Tunis, le *tasfih*, un rituel magique soi-disant pour protéger la virginité féminine avant le mariage, avec dans certains cas application de scarifications au genou, continuerait d'être pratiqué, parfois au détriment de la contraception, de même que la réfection ou la suture de l'hymen avant le mariage. L'oppression des femmes est enracinée dans l'institution de la famille, qui elle-même est essentielle dans une société basée sur la propriété privée des moyens de production et notamment sous le capitalisme. Et donc nous luttons pour la libération des femmes par la révolution socialiste. Tout en luttant pour défendre les acquis les plus minimes des femmes, nous insistons qu'il est illu-



Fethi Belaid/AFP

**Le textile, avec un prolétariat très majoritairement féminin, représente environ la moitié de l'industrie manufacturière tunisienne.**

soire de penser que l'on puisse atteindre une pleine et réelle égalité entre hommes et femmes sous le capitalisme ; ce n'est pas une question de mauvaises idées dans la tête des hommes, mais de forces matérielles, du rôle social de la famille.

Et dans la bourgeoisie tunisienne on voit que les alliances matrimoniales ne sont que le reflet sexuel des prises de participations capitalistes croisées et/ou de l'échange d'une protection par le pouvoir politique contre un intérêt dans le capital familial. Encore aujourd'hui en Tunisie la part d'héritage de l'homme est double de celle de sa sœur.

Evidemment ce genre de question ne se pose pas dans la classe ouvrière et les couches les plus opprimées de la population tunisienne, qui n'ont pas de capital à assurer et transmettre. Mais l'oppression des femmes n'en est pas moins réelle dans le prolétariat et la paysannerie, où elle est magnifiée par la misère, la pauvreté et l'ignorance, et elle prend sa source dans l'institution de la famille, qui elle-même a pour but de reproduire de nouvelles générations de travailleurs disciplinés. L'éducation des enfants est une tâche indispensable à la reproduction de la société humaine. C'est pourquoi la famille ne peut pas être abolie du jour au lendemain. Elle doit être remplacée par la socialisation complète des tâches ménagères et d'éducation. Cela veut dire par exemple que la classe ouvrière doit lutter pour des crèches et des cantines ouvertes 24 heures sur 24, gratuites et de qualité. Même si l'avortement est légal depuis 1965 en Tunisie dans certaines conditions, il a longtemps été réservé aux femmes ayant déjà 4 enfants. Il faut lutter pour l'avortement libre et gratuit, y compris pour les mineures, et qui soit véritablement accessible à toutes, y compris dans les campagnes. Cela pose évidemment la question de développer qualitativement le système de santé. Les moyens pour mettre en œuvre un tel programme exigent de mobiliser des ressources considérables, qui elles-mêmes ne pourront être libérées que par l'expropriation des capitalistes dans les centres impérialistes eux-mêmes.

La plupart des avancées qu'ont obtenues les femmes en Tunisie datent des années qui ont immédiatement suivi la lutte pour l'indépendance, à un moment où la population était mobilisée dans la lutte contre le colonialisme français et où Bourguiba lui-même était en lutte pour l'hégémonie avec son opposant plus conservateur Salah ben Youssef.

Depuis, la seule chose significative qui se soit produite,

c'est la participation accrue des femmes à la production. Mais il reste toujours deux à trois fois plus d'hommes que de femmes dans la population active. De plus, les femmes sont cantonnées aux emplois les moins qualifiés et les plus précaires, notamment dans l'industrie textile où 97 % des entreprises emploient au moins 80 % de femmes. Ce taux descend à 10 % dans le reste de l'industrie, et à 25 % dans la fonction publique, où les femmes sont concentrées au bas de l'échelle. Il faut savoir que le salaire minimum horaire tunisien, qui évidemment constitue la référence pour l'industrie textile, est de 0,75 euro de l'heure ; il est inférieur au salaire minimum au Maroc ou en Algérie, et ne représente même pas la moitié du salaire minimum en Turquie (*le Monde*, 16 février). De plus, si 43 % de la main-d'œuvre manufacturière est féminine (le textile, comme je disais), la moitié des travailleuses ne sont pas salariées, étant aides familiales ou indépendantes. Comme le maigre réseau de protection sociale est largement basé sur le salariat à temps complet, notamment en ce qui concerne les retraites et la sécu, les femmes en sont souvent exclues, ce qui accroît leur dépendance matérielle vis-à-vis de leur mari.

Un parti révolutionnaire mettrait en avant toute une série de revendications pour lutter contre la discrimination faite aux femmes, pour exiger un salaire égal à travail égal, l'embauche à plein temps et l'accès à la protection sociale pour toutes. Il lutterait pour l'abolition de la législation discriminatoire issue de la charia, comme celle portant sur les parts d'héritage ou sur la garde des enfants. Comme le disait Trotsky dans le Programme de transition :

« Toutes les organisations opportunistes, par leur nature même, concentrent principalement leur attention sur les couches supérieures de la classe ouvrière, et, par conséquent, ignorent aussi bien la jeunesse que les femmes travailleuses. Or l'époque du déclin capitaliste porte les coups les plus durs à la femme, tant comme salariée que comme ménagère. Les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale doivent chercher appui dans les couches les plus opprimées de la classe ouvrière, et, par conséquent, chez les femmes travailleuses. Elles y trouveront des sources inépuisables de dévouement, d'abnégation et d'esprit de sacrifice. »

## La lutte pour les droits des femmes et le danger de l'intégrisme islamique

Les acquis des femmes en Tunisie, s'ils ne sont pas négligeables en comparaison des pays voisins, restent très partiels et constamment en danger, otages de manœuvres pour se concilier les réactionnaires islamistes. Si la gauche tunisienne est largement silencieuse sur l'oppression des femmes aujourd'hui, c'est parce qu'elle considère au fond que le Code du statut personnel bourguibiste a en gros résolu la question femmes en Tunisie et elle accepte le mythe nationaliste bourgeois sur le statut avancé de la femme tunisienne. C'est aussi parce que la gauche tunisienne cherche un modus vivendi avec les islamistes plutôt que de les combattre politiquement. Le journal du NPA a ainsi publié (*Tout est à nous*, 3 février) une interview de Hama Hammami, le dirigeant du PCOT, où il dit la chose suivante de son parti :

« Depuis 2005, il a joué un rôle important au sein du Collectif du 18 Octobre, visant surtout à éviter des dissensions idéologiques. Surtout avec les islamistes et leur caractère sectaire qui nuisent à la construction du mouvement politique et social contre la dictature. Le travail en commun portait sur les questions se rapportant aux libertés démocratiques avec les islamistes, comme par exemple les droits des femmes, la liberté de conscience, la nature de l'Etat démocratique. Tout ce travail en commun a joué un rôle très positif au sein de la société tuni-

sienne : ce ne sont pas les divergences idéologiques qui ont émergé dans la révolte. Elles ont laissé la place aux questions politiques, économiques et sociales. Ce travail a participé à l'émergence d'un climat général favorable à l'unité du peuple tunisien. D'ailleurs, on n'a jamais entendu de mots d'ordre religieux dans cette révolution, mais des mots d'ordre politiques, économiques et sociaux. »

En d'autres termes le PCOT, le plus radical des groupes de gauche tunisiens, a fait un bloc politique implicite avec les islamistes. Ceux-ci ont renoncé à revendiquer pour le moment l'application stricte de la charia, et le PCOT a renoncé à lutter pleinement pour la séparation de la mosquée et de l'Etat et contre l'obscurantisme religieux et l'oppression des femmes. Les amis tunisiens du NPA dans la Ligue de la gauche ouvrière, loin de critiquer le PCOT là-dessus, se sont empressés de les rejoindre dans le Front du 14 janvier. Ceci dit, entre parenthèses, s'il y a effectivement des élections prochainement en Tunisie, je ne sais pas si la LGO ira jusqu'à présenter une candidate voilée, comme l'a fait le NPA l'année dernière aux élections régionales françaises.

Evidemment ce sont les femmes qui feront les frais de ce genre de deal ; et à terme, la faillite politique de la gauche risque d'ouvrir la voie à une sinistre remontée des islamistes et à une importante régression des droits des femmes. La croisade raciste contre les Maghrébins en France au nom de la « guerre contre le terrorisme islamique » nous ferait à tort oublier que les impérialistes et leurs laquais néocoloniaux ont, à d'innombrables reprises, utilisé les réactionnaires religieux, y compris les islamistes, contre les militants de gauche et les femmes. Et ils préfèrent certainement voir les Frères musulmans au pouvoir au Caire plutôt que des soviets ouvriers. Cela a dû vous frapper depuis quelques semaines de voir comment la presse capitaliste internationale et française d'un seul coup présente les islamistes égyptiens et tunisiens comme après tout présentables et au fond relativement modérés.

Y compris Lutte ouvrière (LO) donne pour exemple de la collusion entre impérialistes et réactionnaires islamistes les *moudjahidin* afghans que la CIA et les services secrets saoudiens et pakistanais avaient financés et armés contre l'Union soviétique et le régime petit-bourgeois modernisateur qui était au pouvoir à Kaboul à la fin des années 1970 et dans les années 1980. Lutte ouvrière oublie hypocritement de préciser qu'eux aussi à l'époque s'étaient prononcés contre l'Armée rouge en Afghanistan, qu'ils avaient comparée à l'armée impérialiste américaine au Vietnam. Nous avions au contraire salué l'Armée rouge, dont l'intervention ouvrait la voie à la libération des peuples afghans, notamment les femmes terriblement opprimées. Nous avions appelé à l'extension des acquis de la Révolution russe aux peuples afghans. C'était la première guerre dans l'histoire moderne où l'émancipation des femmes était une question clé ; l'Armée rouge se battait contre des islamistes réactionnaires financés, armés et soutenus par les impérialistes, de la CIA aux combattants de guerre froide style Bernard Kouchner. Nous avons dénoncé les staliens du Kremlin en 1989, lorsqu'ils ont retiré d'Afghanistan les troupes soviétiques, ce que nous avons caractérisé comme une trahison des femmes et des peuples afghans opprimés.

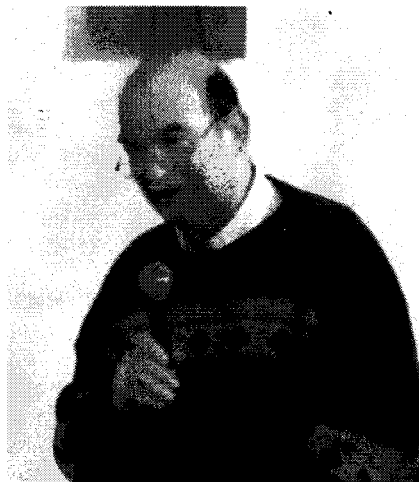
Visitez le site web de la LCI  
[www.icl-fi.org](http://www.icl-fi.org)

# Les économistes de LO et la lutte pour les droits démocratiques

Lutte ouvrière au moins n'a pas fait appel, ni directement ni indirectement, aux impérialistes français pour soutenir la lutte contre la dictature de Ben Ali. Ils n'ont pas non plus fait un panégyrique d'une hypothétique « révolution démocratique » contrairement aux petits-bourgeois démocrates du NPA ou aux ex-staliniens du PCOT. Et pourtant leur programme est tout aussi réformiste. Pour commencer, leur silence sur la collaboration de classes des LGO, PCOT etc. dans le Front du 14 janvier va de pair avec leur propre participation en France à des municipalités capitalistes de front populaire dirigées par le PCF ou les chevènementistes, ou avec leur vote pour Ségolène Royal en 2007.

L'un des dirigeants principaux de LO, Georges Kaldy, vient de signer deux articles majeurs consécutifs sur la Tunisie et l'Égypte dans les deux derniers numéros de *Lutte Ouvrière*. L'économisme, pour des marxistes, c'est la conception selon laquelle la lutte économique des travailleurs elle-même (c'est-à-dire les grèves pour une augmentation de salaire, pour les retraites, de meilleures conditions de travail, etc.) va faire avancer la conscience politique des travailleurs et les amener dans un avenir indéterminé à la révolution. En conséquence, Lutte ouvrière a toujours abandonné les questions démocratiques aux libéraux bourgeois, ou bien, quand elle s'y intéresse, c'est toujours sur un programme minimum acceptable pour le libéralisme bourgeois, comme par exemple en France leur implication dans le réseau RESF ou leurs revendications pour la libération de Jean-Marc Rouillon ou de Georges Ibrahim Abdallah (des revendications que nous soutenons, bien entendu). Lénine avait polémique contre ces conceptions notamment dans son ouvrage *Que faire ?*, où il soulignait que le parti révolutionnaire doit se mettre à l'avant-garde des luttes des opprimés pour la liberté :

« Le social-démocrate [Lénine veut dire le marxiste révolutionnaire] ne doit pas avoir pour idéal le secrétaire de trade-union [c'est-à-dire le secrétaire d'un syndicat], mais le **tribun populaire** sachant réagir contre toute manifestation d'arbitraire et



Lutte Ouvrière

Michel Rodinson, dirigeant de Lutte ouvrière, apporte son soutien « à tous les militants qui aujourd'hui mènent une lutte très difficile là-bas » lors d'un meeting du Front du 14 janvier à Saint-Denis le 23 février. Rodinson n'a pas eu un mot contre la collaboration de classes dans le Front du 14 janvier, ni celle de l'UGTT, du PCOT et de la LGO avec les islamistes d'Ennahdha et une douzaine d'autres partis bourgeois dans le « Comité National pour la Sauvegarde de la Révolution ».

d'oppression, où qu'elle se produise, quelle que soit la classe ou la couche sociale qui ait à en souffrir, sachant généraliser tous ces faits pour en composer un tableau d'ensemble de la violence policière et de l'exploitation capitaliste, sachant profiter de la moindre occasion pour exposer *devant tous* ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques, pour expliquer à *tous* et à chacun la portée historique de la lutte émancipatrice du prolétariat. »

Donc, qu'est-ce qu'il y a dans les articles de Kaldy, à part quelques commentaires désillusionnés ? A vrai dire, pas grand-chose. Et il a maintenant un troisième article dans leur journal d'aujourd'hui (*Lutte Ouvrière*, daté du 18 février), où il ne peut s'empêcher de railler les aspirations démocratiques des masses ; il écrit en effet :

« Dans les libertés concédées, il y a peut-être celle d'élire un Parlement qui donnera un vernis démocratique pour dissimuler le fait que les classes exploitées continueront à être livrées aux policiers – les mêmes qu'avant –, aux militaires – les mêmes qu'avant –, aux autorités locales – les mêmes qu'avant. L'intelligentsia pourra peut-être lire, et c'est tant mieux, quelques ouvrages de Naguib Mahfouz interdits d'édition jusqu'à présent ! Mais que signifiera cette liberté-là pour la majorité des exploités, dont le problème est le pain quotidien et dont beaucoup, d'ailleurs, ne savent pas lire ? »

LO veut tourner les luttes des masses vers la lutte économique comme un premier pas pour, comme le dit modestement Kaldy, « accéder à la conscience de ce qui est nécessaire pour aller plus loin », au lieu de se servir des aspirations démocratiques des masses pour promouvoir une perspective socialiste et révolutionnaire : gagner les masses plus larges des travailleurs et des opprimés et rallier la petite bourgeoisie – les paysans, les étudiants, les enseignants, etc. – qui se mobilise pour du travail et sur des questions comme les droits démocratiques, la justice, la terre et la liberté. Kaldy au contraire voit dans la petite bourgeoisie une masse uniformément réactionnaire « qui rompra inévitablement avec le mouvement si celui-ci, en se radicalisant, devait menacer ses propriétés » (*Lutte Ouvrière*, 4 février).

Les cadres de LO vont vous dire qu'ils ne sont pas pour revendiquer une assemblée constituante, mais Kaldy se garde bien de le dire dans ses grands articles, et encore moins d'expliquer pourquoi. Dans notre supplément, nous expliquons que nous avançons le mot d'ordre d'une assemblée constituante révolutionnaire pour en faire « un pont entre les aspirations démocratiques actuelles légitimes des

Disponible en arabe et français

Février 2011

0,20 € (4 pages)

Commande à l'adresse du journal





masses et la nécessité de la dictature du prolétariat, qui sera basée sur des soviets (conseils ouvriers), c'est-à-dire la démocratie prolétarienne, une forme plus élevée de démocratie qu'une assemblée constituante démocratique bourgeoise ». Nous expliquons que notre perspective est à l'opposé de celle des réformistes qui appellent à une assemblée constituante avec dans l'idée un marchandage parlementaire pour retoucher la constitution bonapartiste de Ben Ali.

Kaldy passe sous silence cette question et enrobe cette capitulation aux libéraux avec de la phraséologie pseudo-radical sur l'armement du peuple, y compris avec une longue citation du révolutionnaire français du XIX<sup>e</sup> siècle Auguste Blanqui, qui n'était pas un marxiste et s'opposait à la tâche ardue de gagner les travailleurs à une perspective socialiste. Trotsky écrivait en janvier 1931 au moment des prémisses de la Révolution espagnole :

« Il n'est possible en ce moment d'unir les masses des villes et des campagnes que sur les mots d'ordre démocratiques. C'est ici qu'interviennent les Cortès [parlement] constituantes élues sur la base du suffrage universel, égal, direct et secret. Je ne crois pas que, dans la situation actuelle, vous puissiez vous passer de ce mot d'ordre. Car, enfin, il n'existe pas encore de soviets. Les ouvriers espagnols ne savent pas – au moins par leur expérience propre – ce que sont des soviets. Et que dire des paysans ? Or la lutte au sujet et autour des Cortès concentrera dans la prochaine période toute la vie politique du pays. En de pareilles circonstances, il serait erroné d'opposer le mot d'ordre des soviets à celui des Cortès. Bien au contraire, dans la période qui vient, il semble qu'il ne sera possible de créer des soviets qu'en mobilisant les masses sur des mots d'ordre démocratiques. Entendons-le de la manière suivante : pour empêcher la monarchie de convoquer des Cortès élues par fraude, truquées et conservatrices, pour que ces Cortès puissent donner la terre aux paysans et faire bien d'autres choses encore, il faut créer des soviets d'ouvriers, de soldats, et de paysans qui fortifieront les positions des classes laborieuses. »

## L'UGTT et les syndicats dans les pays néocoloniaux

Il est remarquable que dans ses trois articles Kaldy n'ait rien à dire de la classe ouvrière tunisienne. Il ne mentionne même pas l'UGTT, qui pourtant a joué un rôle significatif dans les mobilisations. Pour des économistes comme Lutte ouvrière, cela peut paraître étrange. Ils élèvent d'habitude les luttes syndicales au-dessus de tout, comme le premier pas qui va permettre peu à peu la prise de conscience politique de la classe ouvrière. Mais la lutte économique reste une lutte pour arracher quelques réformes dans la répartition de la plus-value créée par les ouvriers, elle ne pose pas en soi la question du renversement des formes de propriété capitalistes. Celle-ci exige une haute conscience politique et la direction d'un parti ouvrier révolutionnaire. Lénine utilisait cette formule angulaire que la politique trade-unioniste (syndicale) reste la « *politique bourgeoise de la classe ouvrière* », car elle reste dans le cadre capitaliste.

Comme nous l'avons souligné dans notre supplément, la Tunisie est un pays relativement singulier dans toute l'Afrique du Nord par la présence d'un mouvement syndical qui a eu une histoire d'indépendance, certes relative et intermittente, par rapport au régime nationaliste bourgeois en place. Le congrès de fondation de la fédération syndicale



Répression par le colonialisme français au Cap Bon en 1952. Ferhat Hached (à gauche), le dirigeant de l'UGTT, fut assassiné en décembre par les terroristes coloniaux de la Main rouge.

avait eu lieu en 1946, donc encore sous la domination coloniale française. Le PCF, qui en France dominait la CGT, faisait alors partie du gouvernement capitaliste à Paris avec les chrétiens-démocrates du MRP et les sociaux-démocrates, et initialement les gaullistes, un gouvernement colonial qui évidemment refusait de soutenir la lutte pour l'indépendance. Le congrès d'août 1946 de l'UGTT s'était fait aux cris de « *L'indépendance ! L'indépendance !* »

Ce n'était pas des révolutionnaires marxistes qui dirigeaient l'UGTT mais des nationalistes petit-bourgeois. En fait, comme ses congénères de l'UGTA et de l'USTA en Algérie, l'UGTT avait des contacts avec la direction de l'AFL-CIO américaine, un bastion de l'anticommunisme international. L'UGTT joua un rôle important dans les luttes contre le colonialisme français, au point que son principal dirigeant, Ferhat Hached, était vu en 1952 comme « *le vrai chef du mouvement revendicatif tunisien* », comme le notait Jean Lacouture dans *le Monde* du 6 août 1952 (cité par Charles-André Julien dans *Et la Tunisie devint indépendante... 1951-1957*). L'assassinat de Ferhat Hached en décembre 1952 par les terroristes coloniaux de la Main rouge, probablement sur ordre du proconsul français, ou tout au moins en collusion avec lui, fut un point tournant dans la radicalisation de la lutte d'indépendance.

Dans les années qui précédèrent et suivirent l'indépendance, l'UGTT joua un rôle crucial, à commencer par la lutte contre Salah ben Youssef où Bourguiba s'appuya sur l'UGTT pour asseoir son hégémonie, notamment à l'occasion du congrès de Sfax du Néo-Destour en novembre 1955, un congrès organisé en fait par Habib Achour, qui fut longtemps le dirigeant de l'UGTT. Dans son livre *Tunisie : le délitement de la cité*, l'universitaire Sadri Khiari a parlé d'un « *quasi-bipartisme* » en évoquant les relations entre l'UGTT et le parti de Bourguiba, sachant toutefois que l'UGTT se voyait comme un certain contre-pouvoir représentant les intérêts de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie salariée à l'intérieur même du système bourgeois bourguibiste. Cela allait jusqu'à la participation directe au gouvernement capitaliste ; en 1956 il y avait ainsi quatre ministres membres de l'UGTT, et de même les militants de l'UGTT étaient nombreux dans le Néo-Destour, y compris dans sa direction.

Ce système dura plus de vingt ans, jusqu'à la rupture de 1977 qui culmina dans la grève générale de 1978, matée dans le sang par l'armée. Il y a eu à l'époque des centaines de morts et des milliers d'arrestations. Nos camarades américains avaient écrit un article dans leur journal *Workers Vanguard* à l'époque (n° 193, 17 février 1978). La lutte dura ensuite des années, marquée notamment par la révolte du pain de 1984, là encore marquée par une répression sanglante. Nous avons un article dans *le Bolchévick* n° 44 (janvier 1984) là-dessus. Contrairement à 1978, l'UGTT n'avait joué qu'un rôle d'accompagnement, en laissant traîtreusement la direction de la révolte à l'opposition islamiste et aux nationalistes bourgeois. Nous écrivions alors :

« L'impact de la grève générale de janvier 1978 est une confirmation de la théorie trotskyste de la révolution permanente, comme quoi seul le prolétariat dans les pays capitalistes arriérés, même quand il n'est qu'une minorité de la population, peut diriger les masses exploitées pour renverser leurs oppresseurs. L'UGTT avait démontré qu'elle pouvait servir de pôle d'attraction pour les étudiants, chômeurs et paysans de Tunisie. Ce qui manque, c'est une direction révolutionnaire qui puisse conduire ces masses dans la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan. »

Le gouvernement tunisien, des dernières années de Bourguiba aux premières années de Ben Ali, allait accentuer l'offensive contre l'UGTT. Nous l'avons relaté notamment dans un article de 1986 protestant contre la répression visant l'UGTT (c'est dans *le Bolchévick* n° 61 de mars 1986). Nous écrivions : « *Bien que sa direction bureaucratique procapitaliste la lie politiquement au régime, l'UGTT n'a jamais été une simple courroie de transmission du parti régnant.* » La suite n'a pas été très reluisante pour l'UGTT, mais d'un autre côté sa marginalisation dans le système policier de Ben Ali l'a écartée de la participation directe à la gestion de l'Etat capitaliste. En ce sens, la récente et brève participation de l'UGTT au deuxième gouvernement post-benaliste est un pas en arrière par rapport à la déclaration que faisait Habib Achour, alors secrétaire général du syndicat, en mai 1982, lorsqu'il disait (après avoir été lui-même pendant vingt ans un élément central du système bourguibiste) que prendre part à un gouvernement ce serait « *devenir patron et syndicaliste à la fois* ». D'après *le Figaro* (12-13 février), la direction de l'UGTT, continuant d'offrir ses services à ses maîtres capitalistes, presse maintenant le gouvernement qu'elle soutient à bout de bras d'engager « *rapidement* » des négociations pour contenir « *l'explosion sociale* ».

L'histoire de l'UGTT illustre ce que Trotsky écrivait en 1940 sur les syndicats dans les pays néocoloniaux :



**Béji Caïd Essebsi, le nouveau Premier ministre tunisien, a été chef de la police pendant la répression contre la gauche dans les années 1960.**

Faïth Beïaid/AFP



AFP/Archives

**Ahmed Brahim, secrétaire général d'Ettajdid (ex-Parti communiste) et ministre dans le gouvernement capitaliste « de transition ». Il a démissionné le 1<sup>er</sup> mars... et pourra ainsi se présenter pour devenir président de la République.**

« Dans la mesure où le capitalisme impérialiste crée dans les pays coloniaux et semi-coloniaux une couche d'aristocratie et de bureaucratie ouvrières, celle-ci sollicite le soutien de ces gouvernements comme protecteurs et tuteurs et parfois comme arbitres. Cela constitue la base sociale la plus importante du caractère bonapartiste et semi-bonapartiste des gouvernements dans les colonies, et en général dans les pays "arriérés". Cela constitue également la base de la dépendance des syndicats réformistes vis-à-vis de l'Etat.

« Ou bien ils sont placés sous la tutelle de l'Etat, ou bien ils sont soumis à une cruelle persécution. Cette tutelle correspond aux deux tâches antagoniques auxquelles l'Etat doit faire face : soit se rapprocher de la classe ouvrière tout entière et gagner ainsi un appui pour résister aux prétentions excessives de l'impérialisme, soit discipliner les travailleurs en les plaçant sous le contrôle d'une bureaucratie. »

Cette tendance à la caporalisation de l'UGTT a été bien réelle tout au long de son histoire, et en même temps la contradiction n'a jamais été entièrement résolue : lors du congrès de 2002 le secrétaire général Abdesselem Jerad s'était même fait huer quand il avait voulu lire un message de Ben Ali au congrès. L'UGTT n'est jamais devenue ni un simple rouage de l'appareil d'Etat néocolonial, ni un organe du prolétariat en lutte pour ses propres intérêts historiques de classe. Des militants de l'UGTT ont joué un rôle important dans la révolte de Gafsa de 2008, alors que la direction du syndicat était fermement du côté des patrons et de Ben Ali. Tout ceci est manifestement une histoire trop compliquée pour Lutte ouvrière ; il faut un programme révolutionnaire pour se départouiller de ce genre d'affaire. En tout cas, comme nous le soulignons dans notre récent supplément : « *Dans le cadre du combat pour forger un parti ouvrier marxiste en Tunisie, il est vital de lutter pour remplacer la direction réformiste de l'UGTT par une direction lutte de classe attachée à défendre l'indépendance des syndicats vis-à-vis de la bourgeoisie et de son Etat* ».

Kaldy est obligé de passer sous silence à la fois la question de l'assemblée constituante, et celle des syndicats en Tunisie. En fait, ce ne sont des questions séparées que si on les aborde d'un point de vue réformiste. Comme nous l'expliquons dans notre article : « *Dans des périodes de lutte de classe exacerbée, les syndicats, qui organisent habituellement les couches supérieures du prolétariat, deviennent trop étroits pour attirer*

les larges couches des masses en révolte, y compris les ouvriers non syndiqués [...] Un parti marxiste aujourd'hui en Tunisie mettrait en avant la perspective de construire des organisations qui rassemblent toutes les masses en lutte : comités de grève, comités d'usine et, finalement, soviets. »

Trotsky soulignait dans le Programme de transition que, dans les pays semi-coloniaux, où se combinent les formes économiques les plus primitives et le dernier mot de la technique et de la civilisation capitaliste, le prolétariat :

« est contraint de combiner la lutte pour les tâches plus élémentaires de l'indépendance nationale et de la démocratie bourgeoise avec la lutte socialiste contre l'impérialisme mondial. Dans cette lutte, les mots d'ordre démocratiques, les revendications transitoires et les tâches de la révolution socialiste ne sont pas séparés en époques historiques distinctes, mais découlent immédiatement les uns des autres. »

Ces tâches soulignent l'urgence de construire un parti ouvrier révolutionnaire, seul capable de combiner ces mots d'ordre et ces revendications pour élever le niveau de conscience des travailleurs et leur tracer la voie vers la révolution socialiste.

Si Kaldy mentionne à juste titre les soviets comme une possibilité historique en Egypte (à défaut de la Tunisie), c'est parce qu'il a relevé des luttes économiques dans ce pays, notamment les puissantes grèves de 2008 dans le textile à Mahalla al-Kobra où des comités de grève se sont mis en place. Et quel programme avancer pour que ces comités de grève deviennent des soviets ? Mystère. Kaldy se contente de dire que « de tels organismes, formés dans la lutte, peuvent, aussi, prendre la direction d'une lutte politique et se transformer en véritables conseils ouvriers ».

## Les révolutionnaires et l'Etat bourgeois

De plus, Kaldy se focalise sur la question de l'armée et de la police. Il critique les dirigeants autoproclamés de la contestation en Egypte et en Tunisie pour n'avoir pas même revendiqué « la dissolution de la police » – comme si Kaldy pensait que ce serait une revendication appropriée. En réalité une telle revendication revient à demander à la police de se désarmer elle-même et à la bourgeoisie de remettre pacifiquement le pouvoir aux opprimés. On ne peut pas revendiquer de l'Etat qu'il se défasse de ce qui est sa substance même, c'est-à-dire des corps de répression armés dédiés à la défense de l'ordre social existant, en l'occurrence la propriété privée capitaliste des moyens de production. C'est en fait pour cela que la classe ouvrière doit se doter de ses propres organes de pouvoir, parce qu'elle devra détruire les organes de pouvoir de la bourgeoisie et les remplacer par sa propre dictature pour écraser la résistance de la bourgeoisie qui sera opiniâtre et sanglante.

Ceci dit, Kaldy avance l'armement du peuple et polémique contre les illusions qui sont répandues et profondes, tant en Egypte qu'en Tunisie, dans l'armée. On peut évidemment relever le cynisme de LO quand on met en parallèle leur satisfaction la semaine dernière à propos de la mobilisation des juges et des flics de l'impérialisme français. LO a insisté « On comprend la colère des magistrats et des policiers » et ils ont même ajouté que les mobilisations des CRS, etc. permettent « sans doute à ces magistrats et à ces policiers de mieux connaître les raisons des protestations des femmes et des hommes des milieux populaires ».



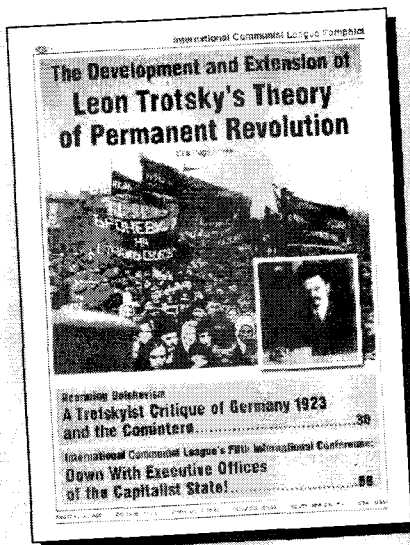
Rafael Yaghoobzadeh/AP

Le général Ammar « dialoguant » le 24 janvier avec les manifestants campant sur l'esplanade de la Casbah à Tunis. Ils ont été brutalement délogés par les flics dans la semaine.

Loin des yeux, loin du cœur. Si on prend pour argent comptant le blabla de LO sur l'armée égyptienne, il est clair que ce genre de discours peut paraître plus radical que les déclamations nationalistes de la gauche tunisienne, notamment des ex-staliniens du PCOT, que l'armée est là pour défendre le peuple et ne trempe pas dans la répression intérieure. Encore le 23 janvier il y avait une interview de Hama Hammami, le dirigeant du PCOT, publiée dans le journal belge *Solidaire* où il disait :

« L'armée en Tunisie, a toujours été écartée de la vie politique. Chez nous c'est une dictature policière, c'est la police qui domine la vie publique, tout l'appareil de l'Etat. L'armée est intervenue pour protéger les biens publics et les biens des particuliers. L'armée a protégé la population, c'est elle qui a neutralisé les bandes armées. Jusqu'à présent l'armée n'a pas participé à la répression. »

Le PCOT fait semblant d'oublier que c'est l'armée, dont provenait d'ailleurs Ben Ali avant de devenir flic, qui a commis le massacre de 1978 lors de la première grève générale depuis l'indépendance. C'est l'armée qui a prêté main-forte aux flics pour mater la révolte de Gafsa en 2008. C'est l'armée qui a tiré en l'air à balles réelles pour protéger le siège du RCD le 20 janvier. Il est très difficile de savoir ce qui se passe exactement aujourd'hui avec la distance et quel est



## L'élaboration et l'extension de la théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky

Brochure de la LCI  
(avril 2008,  
en anglais)  
Disponible aussi en espagnol

1,50 €  
(56 pages)

Commande à l'adresse  
du journal

vraiment le rôle de l'armée. Mais la presse a rapporté des accrochages dans la ville du Kef au nord-ouest du pays il y a une dizaine de jours ; les jeunes ont mis le feu au poste de police et il y a eu 4 morts tués par les flics, d'après l'UGTT. L'armée est intervenue pour mettre fin aux troubles, c'est-à-dire, on peut supposer, pour protéger les flics assassins.

C'est l'état-major de l'armée qui en réalité détient le pouvoir aujourd'hui en Tunisie. Apparemment il y a eu un coup d'Etat lorsque Ben Ali a démis de ses fonctions le chef d'état-major de l'armée de terre, Rachid Ammar. Ben Ali l'avait viré le 13 janvier parce qu'il refusait de tirer sur les manifestants. Rachid Ammar est passé par l'École d'état-major de Compiègne et l'école de guerre de Paris dans les années 1970. J'espère que personne dans cette salle ne pense qu'on n'y enseigne plus la contre-insurrection et les tactiques pour écraser les troubles civils. En tout cas il devait être un jeune officier diplômé en 1978 lors de la répression de la grève générale en Tunisie.

D'après *le Figaro* (15 février) c'est aussi l'armée qui s'est substituée à la police pour contrôler les ports au début de la semaine et empêcher l'émigration des jeunes Tunisiens qui tentaient d'aller vers le nord. Nous ici en France, et nos camarades en Italie et ailleurs, nous luttons pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés, y compris tous les Tunisiens qui ont réussi à mettre un pied dans la forteresse Europe raciste cette semaine. Cette émigration de milliers de jeunes travailleurs, souvent qualifiés, montre à quel point rien n'a été résolu avec la fuite de Ben Ali. La misère reste la même et le chômage ne fait que s'aggraver. A part le départ de Ben Ali et sa famille, aucune des revendications démocratiques n'a été satisfaite. Le Premier ministre de Ben Ali est toujours Premier ministre, il a obtenu les pleins pouvoirs pour gouverner par

décrets en se passant même du parlement-croupion benaliste, et les flics répriment toujours les manifestations.

Plus que jamais, le besoin se fait sentir de façon criante d'un parti ouvrier révolutionnaire en Tunisie, et dans le reste du monde arabe. Nous soulignons dans notre supplément de début février l'impact du soulèvement tunisien dans toute l'Afrique du Nord et le Proche-Orient. Depuis, le régime de Moubarak est tombé et les grèves se multiplient en Egypte.

Une révolution prolétarienne dans un pays du monde arabe aurait un impact gigantesque dans toute la région. Elle aurait immédiatement des réverbérations jusque dans les pays impérialistes, et notamment en France où vivent plusieurs millions de personnes, concentrées dans le prolétariat et les couches les plus opprimées de la population, d'origine maghrébine. Nous avons souvent dit qu'il s'agit là d'un pont vivant pour la révolution entre les pays du nord de l'Afrique et ici.

Nous n'avons jamais préjugé où ni quand la révolution socialiste internationale va commencer. Mais nous n'avons jamais renoncé, y compris après la catastrophe pour la cause du prolétariat international qu'a représentée l'effondrement de l'Union soviétique, à l'idée que tôt ou tard les contradictions du capitalisme mèneront à de nouveaux soulèvements révolutionnaires et à la possibilité de renverser le capitalisme ici ou ailleurs, un premier pas vers l'extension de la révolution au reste du monde. C'est ainsi que les bolchéviks de Lénine avaient vu la portée de la révolution d'Octobre. Nous sommes aujourd'hui une petite organisation mais nous sommes les seuls à défendre le programme sur lequel seront construits des partis capables de mener de telles ouvertures à la victoire du prolétariat. Nous luttons pour reforgez la Quatrième Internationale fondée par Trotsky sur la base de l'héritage de la révolution d'Octobre. ■

## Espagne...

*Suite de la page 4*

la démocratie bourgeoise. Les marxistes savent bien que le gouvernement est le comité exécutif de la classe dirigeante. Comme l'expliquait Lénine dans *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (1918), « *Il n'est point d'Etat, même le plus démocratique, qui n'ait dans sa Constitution des biais ou restrictions permettant à la bourgeoisie de lancer la troupe contre les ouvriers, de proclamer la loi martiale, etc., "en cas de violation de l'ordre", mais, en fait, au cas où la classe exploitée "violait" son état d'asservissement et si elle avait la velléité de ne pas se conduire en esclave.* » L'Etat capitaliste, qui est là pour défendre le pouvoir de la bourgeoisie, ne peut pas être réformé et mis au service des intérêts des opprimés ; il doit être renversé par une révolution ouvrière et remplacé par un Etat ouvrier.

Le 10 décembre, en opposition au conseil régional de droite de Madrid, les dirigeants de l'UGT et des CC.OO. à Madrid avaient organisé des lectures publiques d'articles de la Constitution espagnole qui garantissent officiellement le droit au travail et le droit de grève. Soutenue par le PSOE et le PCE, la Constitution déclare que l'Etat espagnol est une monarchie parlementaire. Le roi actuel, Juan Carlos de Borbón, a été choisi par Franco lui-même pour lui succéder à la tête de l'Etat. La Constitution formalise également la perpétuation de l'oppression des minorités nationales – en particulier les Basques et les Catalans – au nom de « *l'unité indissoluble de la nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols* ». Le roi n'est pas une simple

figure ornementale, mais le commandant en chef des forces armées. C'est Juan Carlos qui a signé le décret royal proclamant l'état d'urgence contre les aiguilleurs du ciel.

Pendant la Guerre civile espagnole de 1936-1939, le PSOE et le PCE, ainsi que les anarchistes et les centristes du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) avaient pavé la voie à la dictature du boucher Franco en liquidant une révolution prolétarienne et en subordonnant la classe ouvrière à la bourgeoisie « démocratique » (voir « *Trotskyisme contre front-populisme dans la guerre civile espagnole* », *Spartacist* édition française n° 39, été 2009). Après la mort du dictateur en novembre 1975, les réformistes sont à nouveau venus au secours des capitalistes, au moment où une puissante vague de grèves menaçait d'ébranler de fond en comble l'ordre bourgeois. Cette trahison a elle aussi été perpétrée au nom de la « démocratie ».

La monarchie espagnole, l'héritage du franquisme et tout le système capitaliste peuvent et doivent être balayés par une révolution ouvrière. Ce qu'il faut, c'est construire un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste pour conduire le prolétariat, à la tête de tous les opprimés, dans la lutte pour un gouvernement ouvrier qui expropriera les sangsues capitalistes et commencera à construire un ordre socialiste égalitaire basé sur une expansion massive des forces productives. Ce parti devra se faire le champion des droits à l'autodétermination des nations opprimées, des pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés, de l'émancipation des femmes et des pleins droits démocratiques pour les homosexuels. Pour une fédération des républiques ouvrières dans la péninsule Ibérique ! Pour des Etats-Unis socialistes d'Europe ! ■

## WikiLeaks...

Suite de la page 24

Citoyen allemand d'origine libanaise, el-Masri a été arrêté fin 2003 alors qu'il était en vacances en Macédoine, et expédié dans une prison secrète de la CIA en Afghanistan où il a été mis en isolement, interrogé et battu. Même après que la CIA avait acquis la confirmation que el-Masri n'était pas l'homme qu'elle croyait (son nom ressemble à celui d'un suspect des attaques du 11 septembre 2001), ils l'ont maintenu au secret car « *il en savait trop* ». Finalement, après près de cinq mois de détention, el-Masri a été jeté quelque part au fond de l'Albanie sans avoir jamais été accusé d'aucun crime.

Les documents sur el-Masri, qui ont été envoyés par les ambassades américaines d'Allemagne, d'Espagne et de Macédoine en 2006 et 2007, confirment ce qu'on soupçonnait depuis longtemps, à savoir que Berlin n'a pas appliqué ses mandats d'arrêt à l'encontre de 13 agents de la CIA accusés d'être impliqués dans le kidnapping de ce citoyen allemand parce que Washington a exercé d'intenses pressions, menaçant d'« *implications négatives potentielles pour nos relations bilatérales* » si l'affaire était poursuivie.

### La Maison Blanche d'Obama : vicieuse et vindicative

A la suite de la publication de la vidéo de l'attaque d'hélicoptère à Bagdad, WikiLeaks a rendu publics près de 76 000 rapports militaires classés secret défense de l'occupation en Afghanistan qui renseignent sur la violence infligée par les forces impérialistes aux civils, notamment des attaques perpétrées par des forces menées par la CIA et opérant à partir des bases situées le long de la frontière avec le Pakistan. Ensuite en octobre, WikiLeaks a publié près de 400 000 rapports militaires sur la guerre et l'occupation en Irak détaillant près de 109 000 morts, surtout des civils.

Le gouvernement d'Obama s'est déchaîné contre le soldat Manning, le soumettant à des conditions d'emprisonnement inhumaines qui ont clairement pour intention de le briser. Depuis son arrestation en mai, Manning est maintenu en cellule d'isolement. Il lui est interdit de faire des exercices physiques ou de regarder les informations à la télévision ; des matons viennent le contrôler toutes les cinq minutes ; une lumière est constamment laissée allumée dans sa cellule, même quand il essaie de dormir. D'après le journaliste David House, seule personne à part son avocat à avoir pu rendre visite à Manning dans sa prison, « *il est détenu d'une façon punitive avant son procès et cela affaiblit clairement son état mental* » (BBC News, 24 décembre 2010).

Manning est, comme l'a noté à juste titre Assange, un prisonnier politique. Assange, de son côté, est placé en résidence surveillée en Grande-Bretagne, en butte à une demande d'extradition suédoise sur des allégations de « viol » et d'« agression sexuelle ». Ces accusations – qui en fait se résument à des accusations de relations sexuelles non protégées dans ce qui semble avoir été de toute évidence des relations consensuelles – sont manifestement des fabrications. Les procureurs suédois ont ouvert, puis fermé, puis rouvert une investigation sur ces accusations qui ont été faites par des groupies de WikiLeaks. En fait, Assange n'a été accusé d'aucun crime.

Comme Assange l'a relevé, la vraie menace est la possibilité d'une extradition aux USA, où les politiciens aussi bien démocrates que républicains veulent sa tête accrochée à une pique. Le vice-président Joe Biden, rejoint par le leader de la

minorité du Sénat Mitch McConnell, a caractérisé Assange de « *terroriste high-tech* ». Ce que cette diffamation implique comme menace a été rendu explicite par Tom Flanagan, ancien conseiller du Premier ministre canadien Stephen Harper, qui a déclaré qu'Assange « *devrait être assassiné* ».

Assange est au final un ardent critique libéral de la politique impérialiste. Fin des années 1990, il a été le coauteur d'un programme de cryptage appelé Rubberhose que les militants dans des lieux tels que le Timor-Oriental, la Russie, le Kosovo, le Guatemala, l'Irak, le Soudan ou le Congo pouvaient utiliser pour protéger des données sensibles. En 2009, Amnesty International a attribué à Assange son prix pour les médias pour une investigation de WikiLeaks dans le meurtre de centaines de jeunes hommes par les forces gouvernementales au Kenya. Le fait que les porte-parole du gouvernement US envisagent d'attaquer Assange avec la loi sur l'espionnage de 1917 montre clairement comment les « *intérêts nationaux* » sont invoqués par les pouvoirs capitalistes pour faire taire leurs critiques. Entre-temps, Bank of America, MasterCard, PayPal et Visa Europe ont fait ce qu'ils ont pu pour aider à faire fermer le site internet d'Assange en bloquant les paiements à WikiLeaks.

La loi sur l'espionnage faisait partie d'un large éventail de mesures répressives adoptées après l'entrée de l'impérialisme US dans la Première Guerre mondiale, afin de criminaliser l'activité antiguerre. Elle stipulait l'emprisonnement pour tout acte qui interfère avec le recrutement des troupes. Hanté par le spectre de la Révolution bolchévique de 1917, qui arracha la Russie au marché capitaliste et mit fin à sa participation à la guerre, le Congrès adopta en 1918 la loi anti-sédition qui criminalisait toute forme de critique de la « *forme du gouvernement US* ».

Une des premières cibles de la loi sur l'espionnage, et l'une des plus célèbres, fut Eugene Debs, porte-parole du Parti socialiste. Il fut emprisonné pour un discours prononcé en juin 1918 lors d'un rassemblement ouvrier à Canton dans l'Ohio, dans lequel il caractérisait la guerre impérialiste de boucherie et rendait hommage aux dirigeants bolchéviques de la révolution d'Octobre. La même loi fut utilisée en 1953, au plus fort de la guerre froide, pour exécuter Julius et Ethel Rosenberg, accusés d'espionnage au profit des soviets durant la Deuxième Guerre mondiale, quand les USA et l'URSS étaient alliés. Comme l'a dit leur fils Robert Meeropol dans sa déclaration du 29 décembre en défense d'Assange, la loi sur l'espionnage « *transforma la contestation en trahison* ». Au début des années 1970, le gouvernement Nixon essaya, sans succès, d'utiliser cette loi pour poursuivre Daniel Ellsberg qui, en diffusant les « *Pentagon Papers* » au *New York Times*, jeta la lumière sur l'histoire de la guerre menée par l'impérialisme US contre les ouvriers et les paysans vietnamiens.

Même si personne ne sait exactement ce que mijote l'administration Obama contre Assange, il n'y a aucun doute que la vendetta contre lui fait planer la menace d'autres attaques contre la liberté d'expression, la liberté de la presse et autres droits démocratiques. Commentant le cas d'un consultant des services de renseignement frappé par la loi sur l'espionnage pour avoir révélé les dépenses dans les programmes d'écoutes, qui constituent selon ce consultant un gaspillage d'argent, le *New York Times* (11 juin 2010) faisait remarquer que « *dans sa détermination à sanctionner les fuites d'informations non autorisées, l'administration Obama se montre plus agressive que l'administration Bush.* » Comme nous l'avons souligné à maintes reprises, Barack



Getty

Le Président Obama et la Secrétaire d'Etat Clinton le 20 novembre 2010 au sommet de l'OTAN à Lisbonne sur l'occupation de l'Afghanistan. Des manifestants brûlent le drapeau américain en soutien à WikiLeaks le 9 décembre 2010 à Multan, au Pakistan.



Reuters

Obama, qui est arrivé au pouvoir avec un large soutien des libéraux et de la gauche, ne fait que remplir sa mission en tant que commandant en chef de l'impérialisme US – que ce soit le renforcement de l'occupation meurtrière de l'Afghanistan ou l'accroissement des attaques contre les droits démocratiques au nom de la « guerre contre le terrorisme ».

### Les bolchéviques contre la diplomatie secrète

La réaction furieuse de l'administration Obama aux révélations de WikiLeaks montre l'importance que les impérialistes capitalistes attachent à la diplomatie secrète qui, comme le dirigeant révolutionnaire Léon Trotsky l'expliquait en novembre 1917, « est un outil nécessaire pour la minorité possédante qui est obligée de tromper la majorité afin de la soumettre à ses intérêts ». Trotsky faisait cette remarque dans une déclaration publique en tant que Commissaire aux affaires étrangères de l'Etat ouvrier soviétique qui venait juste de sortir de la révolution d'Octobre. Trotsky annonçait la publication et l'abrogation des traités secrets manigancés par le régime tsariste et le gouvernement bourgeois provisoire avec leurs alliés impérialistes.

Avant la prise du pouvoir par le prolétariat, le Parti bolchévique avait exigé l'abolition de la diplomatie secrète et la publication des traités secrets ; cela faisait partie intégrante de son opposition prolétarienne révolutionnaire à la Première Guerre mondiale, un conflit entre des impérialistes en concurrence pour la redivision du monde. Cette revendication était soulevée contre le gouvernement provisoire qui, venant au pouvoir après le renversement du tsar durant la révolution de février 1917, continuait la participation de la Russie dans la guerre.

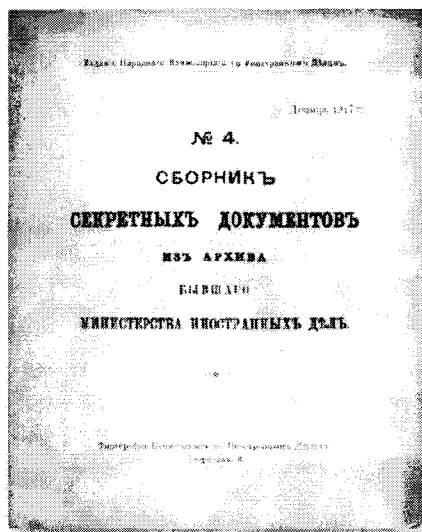
Immédiatement après la révolution d'Octobre, l'Etat ouvrier publia un décret sur la paix retirant la Russie de la guerre et exigeant des belligérants une paix « juste et démocratique » sans annexion ni indemnités. Deux semaines plus tard, le journal soviétique *Izvestia* commença la publication de traités conclus durant la guerre. L'historien E.H. Carr notait dans le troisième volume de son livre *la Révolution bolchévique, (1917-1923)* que la publication des traités, en anglais, dans le *Manchester Guardian* galvanisa la gauche britannique et « fit aussi une forte impression aux Etats-Unis ». Dans son discours de Canton, Debs déclara : « Quand les bolchéviques sont arrivés au pouvoir et quand ils ont par-

couru les archives, ils ont trouvé et révélé les traités secrets – les traités qui avaient été passés entre le tsar et le gouvernement français, le gouvernement britannique et le gouvernement italien, proposant, après la victoire, de démembrer l'empire allemand et de détruire les puissances centrales. Ces traités n'ont jamais été contestés ou répudiés. »

La révolution d'Octobre était un phare de la libération pour les exploités et les opprimés dans les pays capitalistes avancés et dans le monde colonial et semi-colonial. Au même titre que l'annulation par le gouvernement soviétique des accords établis par les régimes précédents, la publication des traités a contribué à l'éclatement d'une vague de luttes de ceux qui se trouvaient sous la botte de l'impérialisme, dont les accords crapuleux étaient maintenant dévoilés.

Un des premiers traités révélés était l'accord de mai 1916 entre le Britannique Mark Sykes et le Français François Georges-Picot, qui projetait de dépecer l'Empire ottoman dont ils anticipaient la défaite, comme celle de l'Allemagne, dans la Première Guerre mondiale. La Russie tsariste approuva ce pacte à condition qu'elle reçoive une part de l'est de l'Anatolie et Constantinople (Istanbul) avec son détroit des Dardanelles, un passage stratégique crucial entre la Méditerranée et la mer Noire. La révélation de cet accord, qui fut révisé à la fin de la guerre en faveur de la Grande-Bretagne, eut un effet électrisant au Proche-Orient, dont les peuples espéraient que la défaite des Ottomans conduirait à leur autodétermination. Des grèves et manifestations balayèrent l'Egypte en 1919, et l'année suivante en Mésopotamie (l'Irak actuel) les masses résistèrent face à plus de 130 000 soldats britanniques déployés pour occuper le territoire. Le gouvernement soviétique renia aussi les plans du régime tsariste et des impérialistes pour découper la Perse (l'Iran).

Il y eut un impact similaire en Chine, dont des pans entiers du territoire étaient partagés entre les impérialistes occidentaux et japonais. Les soviets publièrent un traité secret signé par le Japon et la Russie en 1916 qui reconduisait une série d'accords antérieurs pour diviser la Mandchourie, dans le nord-est de la Chine, en sphères d'influence russe et japonaise. D'autres territoires, tels que la Mongolie intérieure, étaient similairement délimités. La renonciation des bolchéviques aux annexions et aux machinations tsaristes en Chine produisit une grande impression auprès des intellectuels de gauche influents et parmi les étudiants retournant en Chine après la guerre. Beaucoup de ces étudiants avaient des



Imperial War Museum

Léon Trotsky, dirigeant soviétique, arrivant aux pourparlers de Brest-Litovsk avec l'Allemagne en janvier 1918. En tant que Commissaire aux affaires étrangères, Trotsky supervisa la publication de la « Collection des documents secrets du précédent Ministère des Affaires étrangères » peu après la révolution d'Octobre.

illusions dans les promesses d'« autodétermination » et de justice sociale pour tous les peuples faites par le président US Woodrow Wilson. Cependant, avec le traité de Versailles de 1919, les USA et les autres impérialistes attribuèrent à l'empire japonais tous les territoires de Chine qui appartenaient à l'Allemagne défaite, provoquant une vague de manifestations de masses connue sous le nom du Mouvement du 4 mai, dont certains des dirigeants participèrent plus tard à la fondation du Parti communiste chinois.

### Une perspective révolutionnaire

Suite aux révélations de WikiLeaks, un certain nombre d'organisations « socialistes » réformistes à travers le monde ont parlé favorablement de la publication par les soviets des traités secrets, pour ensuite tracer un trait de continuité entre les deux. Bien qu'ayant rendu un service estimable aux exploités et opprimés, Julian Assange est ce qu'il est : un libéral bourgeois qui cherche vainement à débarrasser le système impérialiste de ses pires excès en révélant ses crimes. Les bolchéviks avaient un but différent. En démasquant les actes des précédents pouvoirs russes et de leurs clients et alliés impérialistes, ils ont contribué à l'éducation de la classe ouvrière en Russie et au niveau international. Leur programme était d'étendre la révolution d'Octobre internationalement, car ils savaient que c'était là le seul chemin pour arriver à une société socialiste. Cependant, la vague révolutionnaire qui accompagna et suivit la fin de la Première Guerre mondiale en Allemagne et ailleurs en Europe échoua à renverser l'ordre capitaliste ; cela était centralement dû au manque d'un parti d'avant-garde trempé, du genre de celui que Lénine avait construit en Russie.

Tout en maintenant sa perspective et son programme internationalistes révolutionnaires, le jeune Etat ouvrier soviétique avait lui aussi besoin de s'engager dans des accords diplomatiques avec le monde capitaliste. Ainsi il signa le traité de Rapallo, qui autorisait l'armée allemande et ses fournisseurs industriels à monter des entreprises sur le territoire soviétique. Même si cela donnait l'opportunité aux militaristes allemands de se réarmer, cela permettait aussi de commencer la mécanisation et la modernisation de l'Armée rouge et des

branches connexes de l'industrie soviétique. Cette partie du traité de Rapallo devait être cachée aux puissances de l'Entente victorieuses. Comme Trotsky l'écrivait en parlant du régime bolchévique révolutionnaire : « *Quand il l'a pu, il a naturellement trompé les classes ennemies ; puis il a dit la vérité aux travailleurs ; toute la vérité, rien que la vérité. Grâce à quoi, uniquement, il a conquis leur confiance comme nul autre parti au monde* » (leur *Morale et la nôtre*, 1938).

Avec la défaite de la Révolution allemande de 1923, l'Etat ouvrier soviétique, qui avait beaucoup souffert des effets de la guerre interimpérialiste et de la guerre civile qui avait suivi la révolution, se retrouva isolé. Sous des conditions de pénurie, une nouvelle couche conservatrice et bureaucratisée dans le parti et l'appareil d'Etat, conduite par Joseph Staline, commença à percer et usurpa le pouvoir politique à partir de 1923-1924. En lieu et place du

drapeau de la révolution socialiste mondiale, Staline mit en avant en 1924 la fausse doctrine du « socialisme dans un seul pays » à partir de laquelle se développa évidemment le corollaire de la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme. Avec le temps, et contre l'opposition de Trotsky et ses partisans qui se battaient pour maintenir le programme de la révolution d'Octobre, les partis communistes furent transformés d'instruments de la révolution en instruments de collaboration de classes.

Trotsky observait dans *la Révolution trahie* (1936), son analyse classique de la bureaucratie stalinienne, que « *la politique étrangère est toujours et partout la continuation de la politique intérieure, car elle est celle de la même classe dominante et poursuit les mêmes fins. La dégénérescence de la caste dirigeante de l'U.R.S.S. ne pouvait manquer de s'accompagner d'une modification correspondante des fins et des méthodes de la diplomatie soviétique.* » Tout en défendant inconditionnellement l'Etat ouvrier soviétique dégénéré contre l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste interne, les trotskystes se battaient pour la révolution politique prolétarienne pour balayer la bureaucratie et reprendre le chemin de la révolution d'Octobre.

Les trahisons de la bureaucratie ont conduit à la destruction finale de la révolution d'Octobre par la contre-révolution capitaliste en 1991-1992. A la suite de ceci, les impérialistes qui se gargarisent de la « mort du communisme » sont encore plus acharnés dans leurs ravages, de l'Irak à l'Afghanistan, et dans leurs assauts contre les droits démocratiques et les conditions de vie des ouvriers « chez eux ». Les libéraux et la gauche réformiste se saisissent des révélations sur le fonctionnement (habituel) des capitalistes au pouvoir – désinfection, police politique secrète, assassinat, etc. – pour faire pression sur les impérialistes afin qu'ils adoptent des politiques plus « humaines ». Notre but est de bâtir un parti ouvrier du type bolchévique. L'impérialisme et ses guerres et occupations sauvages, exécutées par le mensonge et la duplicité systématiques, ne sera renversé que par la révolution prolétarienne victorieuse qui, étendue internationalement, posera les bases pour la libération de toute l'humanité dans un futur monde communiste. ■

## Liberté pour le soldat Manning ! Bas les pattes devant Julian Assange !

# WikiLeaks, mensonges et châtements impérialistes



AP

Bradley Manning

*Nous reproduisons ci-dessous un article de nos camarades américains publié dans leur journal Workers Vanguard, 7 janvier.*

\* \* \*

La publication par WikiLeaks de près de 250 000 câbles diplomatiques du Département d'Etat américain a provoqué une campagne vicieuse de repré-sailles par les dirigeants de l'impérialisme US à l'encontre de Julian Assange, le fondateur du site internet, et du soldat Bradley Manning,

pour avoir permis la fuite d'informations secrètes. Le procureur général Eric Holder serait en train de préparer des poursuites en justice contre Assange, un citoyen australien, éventuellement pour infraction à la loi sur l'espionnage de 1917. Manning est menacé de la cour martiale et il est passible d'une peine de 52 ans de prison s'il est reconnu coupable. Il a subi la fureur de Washington quand une vidéo d'un crime de guerre américain à Bagdad a été postée en avril dernier par WikiLeaks. Elle montrait un hélicoptère de combat Apache mitraillant et tuant au moins 12 personnes, dont deux journalistes de Reuters, pendant que les pilotes jubilaient devant le carnage.

## WORKERS VANGUARD

Manning – s'il est, effectivement, la source de ces fuites – et Assange sont des individus courageux qui ont rendu un service louable en levant, même légèrement, le voile de secrets et de mensonges qui entourent les machinations impérialistes. Ils méritent amplement d'être défendus par les ouvriers et les opprimés à travers le monde. Des manifestations en défense d'Assange ont eu lieu dans un certain nombre de pays et la Confédération syndicale australienne le défend. Il est d'une importance capitale que la classe ouvrière internationale défende WikiLeaks et Assange et aussi qu'elle exige la libération du soldat Manning, détenu dans des conditions de torture avec mise en isolement dans la prison de la marine américaine de Quantico en Virginie.

Vu la réaction déchaînée de l'administration Obama devant les dernières fuites, il aurait certainement été difficile

de deviner qu'en fait elles contiennent très peu de révélations fracassantes. Les impérialistes sont tout simplement enrégés à la moindre mise en lumière de leurs actions. Il est vrai qu'un certain nombre de dépêches sont quelque peu embarrassantes pour les USA et leurs régimes clients. Ainsi, elles révèlent que l'OTAN avait préparé un plan militaire secret pour défendre la Pologne et les Etats baltes contre la

Russie. Il est révélé que l'Arabie saoudite, Bahreïn et d'autres pays arabes font pression sur les USA pour monter une attaque militaire ciblant le programme d'enrichissement nucléaire de l'Iran, preuve supplémentaire que l'Iran a *besoin* d'armes nucléaires pour dissuader les attaques par les USA ou leur acolyte israélien. Et l'Autorité palestinienne et le gouvernement libanais sont démasqués en pleine collaboration avec Israël pour cibler, respectivement, le Hamas et le Hezbollah.

Les dépêches fournissent aussi des informations de source interne sur les opérations imposées par l'impérialisme US à l'intérieur des frontières des Etats clients. Ils montrent la participation des USA au commandement opérationnel de la « guerre contre la drogue » au Mexique, depuis l'élaboration de la stratégie d'ensemble jusqu'à la sélection des individus à cibler. Des responsables américains au Yémen ont négocié avec le président de ce pays un plan pour maquiller des frappes aériennes américaines sur des camps soupçonnés d'appartenir à Al-Qaïda, et donner l'impression qu'elles avaient été menées par le gouvernement yéménite, notamment quand des civils en ont été les victimes. De telles révélations ne sont pas, et c'est peu dire, à l'avantage des impérialistes ou de leurs laquais. Les documents incluent aussi un rapport de l'ambassadeur US au Honduras sur le renversement du président populiste Manuel Zelaya en juin 2009 caractérisant les actions de « l'armée et/ou quiconque a ordonné le coup d'Etat » d'« illégales » ; quel qu'en ait été l'instigateur, l'administration Obama soutient le gouvernement issu du coup d'Etat.

Un sujet particulièrement notable couvert par un nombre de dépêches est l'affaire Khaled el-Masri, victime de torture.



Getty

Julian Assange